

# De la colonisation féodale au capitalisme agraire à Majorque : l'endurance paysanne sous l'ascension et la chute des grands domaines (1229-1900)

Traduit de: From feudal colonization to agrarian capitalism in Mallorca: Peasant endurance under the rise and fall of large estates (1229-1900)

Enric Tello

*Journal of Agrarian Change*

## Besoin de citer ce document ?

Obtenez la citation dans les styles MLA, APA ou Chicago

## Tu veux plus de papiers comme ça ?

Télécharger un pack PDF de documents connexes

Rechercher dans le catalogue de 28 millions d'articles gratuits d'Academia

# De la colonisation féodale au capitalisme agraire à Majorque : l'endurance paysanne sous l'ascension et la chute des grands domaines (1229-1900)

Enric Tello

*Journal of Agrarian Change*

[Original Paper](#) 

---

## Résumé

La colonisation de Majorque a donné naissance à une société agraire féodale tardive qui a évolué vers le capitalisme basé sur de grands domaines appartenant à des nobles qui ont embauché un grand nombre de travailleurs salariés parmi les petits exploitants vivant dans les agro-villes, les vestiges dépossédés d'une paysannerie autrefois plus riche. Ces paysans aisés sont originaires de l'ouverture de la frontière de la colonisation aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles, mais ont été vaincus lors de l'écrasement de trois révoltes paysannes-plébéiennes. Par la suite, Majorque a suivi une transition latifundiste vers un capitalisme agraire similaire à l'Italie du Sud ou à l'Espagne, en contraste frappant avec les voies moyen-paysannes observées en Catalogne ou à Valence. La rente foncière a augmenté, tandis que les salaires agricoles ont chuté de 1659 à 1800. Les familles paysannes ne pouvaient pas survivre et devaient compléter les salaires avec les produits de leurs propres parcelles. Cela a posé une limite socio-agroécologique à la croissance de cette structure de classe agraire. La crise agraire de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle a ruiné la noblesse majorquine. Les banquiers ont acheté une grande partie des terres et les ont vendues sous forme de petites parcelles. Cela a élargi la culture intensive autrefois limitée aux ceintures agro-urbaines, donnant lieu à une nouvelle "paysanisation". Malgré leur subordination, les paysans majorquins avaient survécu et créé

des paysages agroécologiques complexes dotés d'un riche patrimoine bioculturel.

## MOTS CLÉS

structure de classe agraire, crise agraire, latifundia, paysannerie, limites socio-agroécologiques 1 | LES PAYSANS FONT LEUR PROPRE HISTOIRE... MÊME SOUS UNE STRUCTURE DE CLASSE AGRAIRE LATIFUNDISTE LONGUE DURÉE Des années 1960 à la fin des années 1980, il y a eu un débat stimulant entre historiens marxistes et libéraux sur la transition du féodalisme au capitalisme agraire, axé sur la manière dont les structures de classes agraires ont conduit à des voies différentes vers le développement ou le sous-développement économique (Aston & Philpin, 1985 ; Brenner, 1976 ; Duplessis, 1997 ; Kriedte, 1983 ; Moore, 1967 ; Sweezy et al., 1976). La « question agraire » longuement discutée au sein du marxisme (Akram-Lodhi & Kay, 2010a, 2010b) a été élargie et approfondie par ce débat, qui comprenait les contributions d'un troisième courant d'érudits hétérodoxes qui revendiquaient le rôle des paysans et rejetaient l'idée que leur le destin devait être le "dépotoir de l'histoire" ou le "retard du sous-développement" (Polanyi, 1977(Polanyi, , 2001Scott, 1998;Shanin, 1971Shanin, , 1972Wolf, 1966Wolf, , 1982.

Cependant, après la chute du mur de Berlin en 1989, de nombreux universitaires considéraient qu'il était politiquement incorrect de continuer à parler de classes sociales, de structures de classe agraires et de lutte des classes. Ironiquement, à une époque où l'inégalité des revenus se dirigeait vers une forte augmentation mondiale (Atkinson, Piketty, & Saez, 2011;Galbraith, 2012Galbraith, , 2016Milanovic, 2011;Piketty, 2014;Stiglitz, 2012), de très nombreux historiens humanistes ont refusé de garder recherchant des données empiriques sur la vie matérielle des gens et recourant à des récits biographiques fantaisistes. À l'inverse, la plupart des historiens de l'économie se sont déplacés vers une vision néoclassique selon laquelle les institutions sociales et politiques n'ont d'importance que lorsqu'elles sont considérées comme « extractives » et risquent de perturber le fonctionnement du marché libre (Acemoglu & Robinson, 2006). Cet individualisme méthodologique a occulté l'inégalité sociale comme enjeu de recherche tout au long de la période où elle a pris de l'importance dans le monde, et jusqu'à la Grande Récession de 2007 (Brenner, 2006 ; Foster & McChesney, 2012 ; Harvey, 2010 ; Mirowski, 2013).

La répartition des terres et les inégalités sociales n'ont continué à être étudiées que dans certaines franges hétérodoxes de l'économie du développement et de l'économie politique (Agarwal, 1994 ; Borrás, 2010 ; Bryceson, Kay, & Mooij, 2000 ; Byres, 2009 ; Griffin, Khan, & Ickowitz , 2002;Kay, 2009;McMichael, 2008), Histoire rurale et sociale (Allen, 1992;Hilton, 1990;Shaw-Taylor, 2012;Van Bavel & Hoyle, 2010;Vanhaute, 2008), Économie paysanne (Bhaduri & Skarstein, 1997;Chayanov, 1966;Ellis, 1988Ellis, , 2000Georgescu-Roegen, 1976;Griffin, Khan, & Ickowitz, 2004), Sociologie (Bernstein, 2010;Van der Ploeg, 2013) et Anthropologie (Netting, 1993;Scott, 1976Scott , , 1998. Cependant, l'intérêt pour le sujet de

l'inégalité d'accès à la terre et aux autres ressources naturelles a connu une reprise récente à partir de nouvelles perspectives d'écologie socioécologique et politique et ouvre de nouvelles approches de l'inégalité et de ses impacts sociaux et environnementaux (Foster & Holleman, 2014; Garrabou, Tello, & Cussó, 2010; Georgescu-Roegen, 1977; Hornborg, 2003; Hornborg, McNeill, & Martínez Alier, 2007; Neundlinger, Gingrich, Güldner, Krausmann, & Tello, 2017; Odum, 2007; Schneider & McMichel, 2010; Tello, Garrabou, Cussó, Olarieta, & Galán, 2012), ainsi que pour des études sur les transitions socioécologiques à long terme d'un point de vue historique comparatif (Fischer-Kowalski & Haberl, 2007; González de Molina & Toledo, 2014; Haberl, Fischer-Kowalski, Krausmann, & Winiwarter, 2016; Singh, Haberl, Chertow, Mirtl et Schmid, 2013).

Tirant parti de sources locales abondantes et travaillant conjointement avec un groupe interdisciplinaire d'historiens, de géographes et de scientifiques de l'environnement qui ont étudié différentes périodes et sujets, cet article présente une synthèse de l'histoire socio-économique, agricole et environnementale de Majorque depuis les De la conquête féodale catalane en 1229 à la crise financière et au morcellement des grands domaines fonciers de la fin du XIXe siècle. Notre objectif est d'offrir une synthèse de la transition majorquine du féodalisme au capitalisme, caractérisée par l'essor et la chute d'une structure de classe agraire basée sur de grands domaines, tout en soulignant les similitudes et les contrastes avec les régions méditerranéennes voisines. Cette synthèse historique s'inscrit dans la durée, contrairement aux périodes ou problématiques spécifiques étudiées par d'autres spécialistes, qui sont utilisées comme sources secondaires. En outre, nous utilisons des données originales pour illustrer notre récit, qui adopte une portée interprétative plus large visant à relier les facteurs démographiques, socio-économiques et politiques aux dimensions environnementales du changement d'affectation des terres.

Nous considérons les agroécosystèmes comme des structures biophysiques des sociétés humaines, une « nature socialement construite » (González de Molina & Toledo, 2014; Moore, 2015). Les transitions sont considérées comme des changements historiques dans la manière dont les sociétés organisent leurs systèmes d'utilisation des terres sur un territoire. En appliquant un point de vue d'écologie politique, nous soulignons le rôle des inégalités sociales et des conflits en tant que forces motrices clés qui transforment les interactions nature-société à travers différents paysages et flux commerciaux (Hornborg et al., 2007). Les paysages sont considérés comme des résultats contextuels de multiples pratiques de gestion menées par ceux qui les construisent réellement avec leur travail et leurs connaissances, toujours conditionnées par des règles d'accès qui découlent d'une série de conflits sociaux sur les droits fonciers (Agnoletti, 2006; Agnoletti & Emanuelli, 2016; Bisson, 1977; Buswell, 2013; Marull et al., 2015; Marull et al., 2016).

Ces interactions socioécologiques conduisent à des héritages durables. Par exemple, les schémas de peuplement et d'utilisation des terres issus des premiers processus de

colonisation ont eu une forte influence sur la capacité de résilience à faire face aux crises générales de l'ordre rural (Bloch, 1970 ; Curtis, 2016) ; avec les nouveaux systèmes fiscaux imposés par les royaumes et empires émergents (Blickle, 1997) ; et avec l'expansion des frontières continentales ouvertes par le colonialisme européen (Moore, 2011).

Différentes "fenêtres d'opportunité" pour changer les structures de classe agraires dominantes ont été ouvertes par une série de conflits sociaux qui ont surgi dans le féodalisme tardif, dont les résultats ont conduit à des chemins divergents entre les régions méditerranéennes qui partageaient des institutions et des droits fonciers communs (Cazzola, 2014).

La principale question abordée dans cette longue histoire est d'expliquer comment les structures de classes agraires, et les interactions société-nature, se sont transformées d'un tournant socio-économique et agroécologique à l'autre. La chronologie adoptée repose sur le rôle que les conflits de classes ont joué dans les changements fonciers qui ont suivi. Nous commençons par la rupture socioécologique suite à la conquête catalane de Majorque en 1229. Un deuxième moment s'est produit avec les changements de la propriété foncière et les transformations paysagères résultant des fortes luttes sociales autour des droits féodaux, des charges fiscales et des droits d'utilisation des terres paysannes dans le Bas Moyen Âge. La victoire des propriétaires terriens conduit Majorque vers une agriculture capitaliste organisée par de grands domaines exportateurs d'huile d'olive qui, dans les années 1580, s'intègrent au commerce atlantique.

Un troisième moment est marqué par la victoire à long terme de la rente foncière sur les salaires agricoles lors de la transition vers le capitalisme agraire à Majorque. Au cours de la crise climatique, agraire et démographique du XVIIe siècle, des limites sont apparues pour la première fois, entraînant une baisse des rentes foncières de la noblesse majorquine qui a été principalement surmontée grâce à l'expansion des oliveraies axée sur l'exportation. Un quatrième moment est le déclenchement de la révolution libérale espagnole avec la crise des latifundia et l'émergence d'une nouvelle paysannerie. La combinaison d'une forte exaction féodale et de rentes foncières élevées qui pesaient sur le dos des paysans provoqua une crise à la fin du XVIIIe siècle, conduisant à des réformes libérales au cours du XIXe siècle. La crise des exportations d'huile d'olive, l'endettement des familles nobles et la chute constante des prix agricoles parallèlement à la crise agraire européenne de la fin du XIXe siècle ont conduit à un ultime processus de « paysanisation » de l'île via l'achat de terres hypothéquées par de grands banquiers qui ont ensuite vendu ces terres à de petites familles paysannes.

Tous ces systèmes agricoles en évolution et leurs paysages culturels distincts ont toujours été façonnés par les paysans, soit en période de révolte, soit par le biais de leur résistance quotidienne (Scott, 1976). Malgré leur propre hétérogénéité, et grâce à leur ingéniosité agricole qui a tiré parti des possibilités agroécologiques spécifiques au site, la

paysannerie majorquine a pu supporter l'accaparement des terres entre les mains des grands propriétaires pendant quatre siècles et façonner les paysages contemporains de l'île. . Dans les sections suivantes, nous décrivons les principales dynamiques et résultats de chaque période, et nous concluons en soulignant l'importance du patrimoine bioculturel de cette paysannerie majorquine.

## | MODÈLES D'UTILISATION DES TERRES ET HÉRITAGES DE LA MAYÛRQA ISLAMIQUE

La colonisation de l'île par Al-Andalus du VII<sup>e</sup> siècle jusqu'en 1229 a organisé Mayûrqa comme une société tribale avec un État local fort basé sur la fiscalité, et intégré dans un réseau dense de commerce méditerranéen. Les dirigeants et la majorité de la population étaient musulmans, mais étaient intégrés à d'autres minorités culturelles et religieuses. La culture intensive des vergers irrigués détenus par les agriculteurs familiaux et les communautés a été combinée à un élevage extensif de moutons, de bœufs, de chevaux et de mules sur les étendues de terres arides, avec la culture de céréales, de vignes et d'olives entre les deux. La densité de population était très faible (estimée à environ 13,7 habitants par km<sup>2</sup>) et le modèle de peuplement consistait en de petits noyaux habités dispersés à travers l'île et la seule grande capitale de Madîna Mayûrqa, où vivaient la moitié des habitants de l'île (Rullan, 2002). La caractéristique la plus saillante du paysage de Mayûrqa était la polarisation entre une agriculture très intensive de petites zones irriguées et une agriculture très extensive et polyvalente des terres arides restantes (Glick, 1995 ; Guichard, 2010).

Majorque est une île calcaire karstique sans rivières, où l'eau souterraine était collectée à l'aide de puits et de citernes dans des zones plates, et par le système de qanât dans un territoire plus escarpé, c'est-à-dire une galerie creusée avec une pente suffisante pour transporter l'eau des aquifères vers le végétal. jardins et vergers par gravité (Barceló, 1998;Kirchner, 2009).

La petite taille de ces installations d'irrigation correspondait à la capacité de travail d'une communauté villageoise typique d'Al-Andalus (alqueria) ou même d'une unité familiale élargie (rahal). Parallèlement à ces techniques d'irrigation adoptées par la civilisation arabo-musulmane, un autre trait important était la variété des fruits et légumes introduits d'origine méditerranéenne, mésopotamienne et indienne (Decker, 2009 ; Glick, 1996 ; Watson, 1997). Un héritage important de l'horticulture de Mayûrqa était un régime alimentaire beaucoup plus riche en légumes, fruits et fibres que tout autre en Europe à cette époque (Kirchner & Alshqour, 2011;Mas & Soto, 2015).

La conquête féodale chrétienne par la Couronne d'Aragon en 1229 a conduit à une rupture profonde avec l'ancien mode d'utilisation des terres de Mayûrqa - comme l'a fait plus

tard la colonisation espagnole de l'Amérique précolombienne à plus grande échelle. Au cours des siècles suivants de féodalité, un nouveau modèle de culture pluviale de céréales, d'oliveraies et de vignobles s'est étendu à travers l'île, tandis que le roi catalan a créé un réseau d'agro-villes intérieures pour abriter les colons paysans. Cependant, il a fallu plusieurs siècles pour établir un modèle d'utilisation des terres complètement nouveau et pour consolider la nouvelle structure de classe agraire, en ligne avec le rythme d'une densité de population croissante qui était passée de 13,7 habitants par km<sup>2</sup> en 1229 à 26,3 habitants par km<sup>2</sup> à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle (Jover & Soto, 2002; Rullan, 2002, p. 168). Ces montagnes de Tramuntana, qui s'étendent du sud-ouest au nord-ouest, et les montagnes du Llevant dans le coin nord-est étaient principalement consacrées aux oliveraies, à la sylviculture et aux pâturages d'été pour les moutons. Le Migjorn aride dans le coin sud-est a été affecté aux pâturages d'hiver, ainsi que quelques parcelles de céréales et de vignes. Dans la plaine intérieure, le Pla de Majorque, la céréaliculture pluviale a commencé à remplacer l'élevage extensif. L'infrastructure hydraulique musulmane était principalement située dans la région du piémont connu sous le nom de Raiguer, entre les montagnes de Tramuntana et le Pla, soutenant un système de polyculture intensive dans lequel les jardins potagers, les parcelles irriguées et l'arboriculture étaient associés à la vigne et aux céréales. Deux zones humides situées dans les baies de Palma et d'Alcudia étaient utilisées pour le pâturage du bétail et n'ont pu être converties en agriculture irriguée qu'avec les processus de drainage entrepris aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. La ville de Palma est devenue un centre commercial au sein du système commercial catalan, ce qui contribue à expliquer la taille et l'importance de la ville par rapport à l'économie rurale de Majorque (Abulafia, 2002 ; Buswell, 2013 ; Riera, 1986).

La colonisation féodale de Majorque a instauré de nouvelles formes de droits fonciers et de contrôle du travail, ce qui a entraîné une véritable rupture socioécologique (Bartlett, 1993 ; Glick, 1995 ; Soto & Jover, 2003). L'invasion, menée par le roi catalan avec une troupe de soldats paysans et citoyens dirigés par des seigneurs féodaux, fut très violente. La plupart des musulmans vaincus en 1229-1231 ont refusé de se rendre et les survivants ont été réduits en esclavage et vendus comme butin de guerre. L'esclavage est devenu une caractéristique marquante de la nouvelle économie de Majorque jusqu'au XVI<sup>e</sup> siècle (Mas, 2012; Munney, 2016; Soto, 1998). Après la conquête militaire, les terres ont été réparties entre les vainqueurs. Cependant, comme la transformation du paysage a été très lente, certaines caractéristiques majeures du paysage rural hérité sont restées pendant près d'un siècle. La nouvelle puissance coloniale a remplacé la population musulmane par des colons paysans catalans, qui ont obtenu certains privilèges (Mas & Soto, 2015). Une dynamique frontalière typique de la colonisation s'est mise en branle, portée par cinq forces principales. Premièrement, la pyramide féodale du pouvoir superposée aux concessions foncières paysannes a conduit au double titre foncier typique de l'emphytéose : le roi, la noblesse et l'Église ont obtenu un domaine dit « éminent » qui leur accordait la perception des dîmes et des rentes féodales payées par les titulaires de l'autre, « usent » du domaine, de la terre, ainsi que d'autres charges seigneuriales et prérogatives découlant de leur position.

Deuxièmement, les infrastructures hydrauliques, les bâtiments, les routes, les noms de lieux, les semences, les cultures et le savoir-faire agricole hérités de Mayûrqa ont été maintenus en vie par les esclaves et par d'autres musulmans qui s'étaient convertis au christianisme pour survivre. Troisièmement, des privilèges royaux ont été dévolus aux nouvelles agro-villes et à la ville de Palma. Quatrièmement, la culture pluviale des céréales, des vignes et des oliveraies sous emphytéose, qui obligeait les colons paysans à payer des rentes féodales aux seigneurs, des impôts au roi et des prélèvements municipaux aux conseils municipaux en échange de l'"utilisation" du domaine de la terre, ont été progressivement étendus. Le dernier moteur était la forte mobilité sociale et les échecs fréquents résultant de la migration en chaîne, alors que les densités de population restaient faibles et la frontière de colonisation ouverte, suivie d'une inégalité croissante lorsque la dynamique de la frontière s'est fermée au 14ème siècle (Jover & Soto, 2002 ; Portella , 1998;Riera, 1986;Soto, 1999).

Le roi, les évêques et les magnats féodaux ont quitté Majorque peu de temps après la conquête et ont continué à percevoir des dîmes, des loyers seigneuriaux et des impôts en récompense à long terme des ressources investies dans l'invasion. Les barons et les chevaliers séjournèrent sur l'île et obtinrent les soi-disant "domaines fonciers d'un chevalier" (cavalleries), divisés en domaines seigneuriaux directement gérés par leurs administrateurs et le reste de la terre, où le domaine "d'usage" fut cédé. aux paysans qui payaient des rentes seigneuriales. Ces cavalleries étaient dotées de juridictions seigneuriales que ces chevaliers locaux étaient plus désireux d'exercer que les magnats féodaux absents (Montaner, 1986). Les manoirs majorquins étaient beaucoup moins fragmentés que les seigneuries catalanes d'où cette noblesse était issue, mais leur capacité de coercition était plus faible qu'en Catalogne, en raison des privilèges qui avaient été offerts aux colons paysans pendant la longue frontière ouverte. Les anciennes installations d'irrigation ont été conservées, généralement privatisées entre les mains de nobles ou de riches agriculteurs, et nombre d'entre elles ont été adaptées pour propulser des moulins à céréales seigneuriaux. L'ancien modèle de logement dispersé musulman s'est transformé en colonies plus concentrées dans des agro-villes où vivaient la plupart des paysans, avec de grandes maisons nobles isolées et des manoirs (cavalleries) situés dans la campagne environnante.

De l'ancienne division de l'utilisation des terres musulmanes, largement utilisée, entre les petites zones irriguées et les zones arides plus vastes, une nouvelle est née, avec de grands domaines nobles entourant les agro-villes et des ceintures de vergers cultivés de manière intensive par de petits paysans. L'histoire du paysage majorquin est désormais marquée par les droits sociaux et les conflits entre ces deux utilisateurs opposés de la terre : les grands domaines appartenant à des nobles et le patchwork restant de parcelles laissées aux mains de familles paysannes vivant en agro -villes (Soto & Jover, 2003). Alors que la densité de population restait faible et la frontière agricole ouverte, les puissances féodales rivalisaient pour attirer de nouveaux colons. Les barons et les chevaliers durent réduire leur pression sur



les paysans, et le roi accorda quelques libertés aux agro-citadins sous la forme de certains privilèges consignés par écrit en 1300, dans les ordonnances (Ordinacions) édictées par le roi Jaume

II. La frontière ouverte de la colonisation a donné aux premiers colons-paysans l'occasion de prospérer, donnant naissance à une couche de paysans aisés qui avaient même leurs propres esclaves. Alors que bon nombre des premiers arrivés ont pu obtenir des unités agricoles plus grandes avec des installations d'irrigation et des moulins, qui associaient cultures céréalières, vignes et arboriculture, les retardataires ont dû s'installer sur des parcelles pluviales plus petites et plus pauvres exclusivement utilisées pour les céréales de base (Mas & Soto, 2015; Soto, 1999).

Un trait distinctif de l'agriculture polyculturelle de ces paysans moyens et aisés était la diffusion de la vigne et d'autres arboricultures méditerranéennes. Le paiement des dîmes et rentes féodales en nature, joint à la subsistance de la famille, exigeait la culture d'une certaine quantité de céréales. Les cultures de rente permettaient aux paysans d'obtenir le revenu monétaire supplémentaire nécessaire soit pour payer les impôts au roi, soit pour accumuler et investir. Ainsi, les cultures céréalières sont associées à d'autres cultures de rente comme le vin et l'huile d'olive et surtout la laine issue de l'élevage des troupeaux de moutons.

En effet, les textiles de laine sont devenus l'un des produits les plus importants du commerce majorquin médiéval (Abulafia, 2002 ; Deyá, 1997). Le sort de cette riche paysannerie est lié à l'ouverture et à la fermeture de la frontière de la colonisation.

Pendant qu'elle est restée ouverte, près de la moitié de la population vivait dans la ville de Palma, et le reste habitait principalement dans un grand nombre de colonies le long des vallées des montagnes de Tramuntana et du piémont de Raiguer, alors que la plaine intérieure et la côte étaient fortement dépeuplées. . Les paysans aisés du Pla intérieur ont continué à utiliser la plupart des terres pour l'élevage et la transhumance, tandis que l'agriculture intensive était principalement pratiquée dans les périmètres irrigués hérités de l'époque musulmane (Jover & Soto, 2002).

## **| LA CRISE AGRAIRE DU MOYEN AGE TARDIF ET APRÈS : DES CAVALLERIES MANORIALES AUX POSSESSIONS LATIFUNDISTES (1348-1580)**

La crise agraire de la fin du Moyen Âge, et les forts conflits sociaux et politiques qu'elle a entraînés, ont largement déterminé les différentes voies qui s'ouvrent au capitalisme agraire dans toute l'Europe (Brenner, 1976; Byres, 1996; Byres, 2009; Hilton, 1990). Majorque se

distingue comme une exception à la tendance générale qui s'est déroulée dans la région nord-ouest de la Méditerranée - c'est-à-dire des royaumes de Valence et de Catalogne au nord et au centre de l'Italie, ainsi qu'au Languedoc et à la Provence en France - où les agrosystèmes et les paysages culturels ont évolué vers la consolidation des exploitations familiales paysannes. Malgré les différences dans les droits de propriété foncière et les contrats de location, dans ces régions, une couche de paysans moyens et un nombre croissant de petits exploitants ont développé une polyculture complexe qui combinait diverses cultures de rente avec des aliments de base produits pour leur propre subsistance, généralement complétés par l'artisanat rural et les petites industries. Ces économies rurales diversifiées ont pu soutenir un réseau dense de centres urbains commerciaux (Cazzola, 2014 ; Congost, Jover et Biagioli, 2003 ; Furió et García-Oliver, 2010).

Le destin de Majorque a été très différent par rapport aux voies moyen-paysannes qui caractérisaient les régions ibériques du nord-est - et notamment la Catalogne, d'où étaient venus les colonisateurs de Majorque (Congost, 2015 ; Vilar, 1963). Sur l'île, une structure de classe agraire latifundiste s'est consolidée, plus conforme aux voies suivies par d'autres régions méditerranéennes du sud de l'Italie et de l'Espagne. En effet, après la conquête catalane, l'île est devenue partie intégrante de la Couronne d'Aragon, puis de l'Empire espagnol, qui jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle comprenait également les royaumes de Naples, de Sicile et de Sardaigne. Pour ces monarques et empereurs absents, Majorque était essentiellement considérée comme un lieu d'où prélever des impôts pour le trésor royal, afin de défrayer des guerres de plus en plus coûteuses ou de couvrir les dots coûteuses nécessaires pour conclure des alliances matrimoniales entre les couronnes européennes.

Lorsque la frontière intérieure colonisatrice s'est contractée dans la seconde moitié du XIV<sup>e</sup> siècle, la pression fiscale royale sur les familles plébéiennes a augmenté. De plus, la noblesse locale, exonérée du paiement des impôts directs, s'efforce également d'augmenter ses propres charges seigneuriales, contraintes par le carcan des lotissements primitifs qui accordent aux paysans un usufruit emphytéotique presque perpétuel de la terre. Avant même que la peste noire ne frappe l'île en 1347-1348, de nombreux conseils municipaux s'étaient endettés, tout comme de nombreux paysans et petits exploitants aisés, dont beaucoup tombèrent en faillite à la suite d'un prélèvement toujours plus important des impôts royaux (Cateura, 2003)(Cateura, , 2009. La situation est devenue insoutenable lorsque près de 20 % de la population est morte pendant la peste, et la population est passée d'environ 53 000 à 43 000 habitants.

Après la peste noire, le nombre de ménages a diminué d'un quart dans les zones rurales et la production agricole brute a été réduite dans une proportion similaire. En conséquence, la charge féodale par habitant a diminué au lendemain de la peste noire et jusqu'à la fin du XV<sup>e</sup> siècle, et n'a commencé à croître régulièrement qu'à partir du milieu du XVI<sup>e</sup> siècle (Duran, 1982b, pp. 66-67 ; López -Bonet, 1990, pp. 86-87, 93-94;López-Bonet, 2008;Portella, 1993).

Partout en Europe, la diminution de la population a entraîné une hausse des salaires (Allen, 2001(Allen, , 2003Allen, Bengtsson, & Dribe, 2005;Pamuk, 2007), de sorte que les esclaves sont devenus proportionnellement moins chers en Méditerranée (Heers, 1981;Mas, 2012) Dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre, la stagnation et la baisse des prix du blé de 1375 à 1500 ont encore pesé sur les revenus nets des riches agriculteurs qui avaient besoin d'embaucher des ouvriers agricoles. , la charge fiscale par habitant extraite des prélèvements royaux de Majorque a augmenté plus que la productivité agricole, réduisant les marges bénéficiaires des riches agriculteurs.Ainsi, ce n'est pas seulement la charge des rentes féodales qui a écrasé les économies paysannes, mais aussi le poids croissant d'un nouvel ensemble de taxes royales imposées sur la commercialisation des biens agricoles (Cateura, 2003(Cateura, , 2006(Cateura, , 2009. Cela a ajouté un prélèvement supplémentaire sur les revenus agricoles qui allait au-delà de la capacité de reproduction de la plupart des familles rurales. Alors que dans d'autres p arts d'Europe, la suppression des charges seigneuriales a déclenché une crise générale du féodalisme (Bois, 1978(Bois, , 1984, à Majorque la crise agraire de la fin du Moyen Âge a été principalement déclenchée par cet ensemble de prélèvements royaux ajoutés aux dîmes de l'Église et autres charges féodales, tous exigibles d'un surplus agricole en baisse ou en stagnation (Figure 2).

La pénurie de main-d'œuvre gratuite pendant la baisse de la population a également incité la noblesse locale à s'emparer de plus de terres paysannes afin de passer à l'élevage économe en main-d'œuvre. Le prélèvement onéreux de charges fiscales et de dîmes prélevées par le roi et une poignée de magnats absents, et le vide laissé par la diminution de la population, leur en offraient l'occasion. Un conflit féroce sur la répartition de la charge fiscale a éclaté entre les puissants nobles et patriciens qui vivaient dans la ville, et le reste des contribuables (plébéiens) qui habitaient les agro-villes des parties intérieures de l'île. Cela était similaire à la sujétion fiscale développée par les villes du nord et du centre de l'Italie sur leurs zones rurales environnantes (ou le contado ). Les habitants des agro-villes intérieures et des noyaux ruraux s'appelaient eux-mêmes la «Part Forana» en catalan; c'est-à-dire des "étrangers", voire des "étrangers", de la ville de Palma de Majorque, qui était habitée par une élite patricienne de marchands et de banquiers qui payaient à l'avance les prélèvements royaux et les charges seigneuriales au roi et aux magnats féodaux, et ensuite administré la collecte locale des dîmes et autres droits seigneuriaux payés par la paysannerie et les artisans de toute l'île (Quadrado, 1986(Quadrado, [1895).

Les puissants patriciens de la ville ont déplacé le fardeau fiscal de leur propre entreprise vers les agro-villes intérieures.

Les conseils municipaux de ces derniers étaient entre les mains de paysans plus riches qui étaient arrivés les premiers à la frontière de la colonisation et avaient accumulé des terres plus nombreuses et de meilleure qualité. En 1315, ils avaient fondé et dirigé un syndicat, le 'Sindicat Forà', par lequel les agro-villes intérieures (Part Forana) obtinrent la représentation

du "peuple commun" au parlement du Royaume de Majorque (Gran i General Consell) . Au-dessous de ces paysans aisés se trouvait une foule de petits exploitants et d'artisans plus pauvres qui soupçonnaient que leurs autorités locales leur déplaçaient la charge fiscale. En effet, certains riches agriculteurs ont profité de leurs pénuries pécuniaires en agissant comme prêteurs, de la même manière que certains banquiers de la ville l'ont fait avec les terres privées des paysans. De nombreuses mairies ont dû privatiser une partie de leurs terres communales pour réduire les dettes onéreuses qui hypothéquaient les finances publiques des agro-villes majorquines (Cateura, 2009).

Ainsi, loin d'une simple dichotomie entre seigneurs et paysans, le conflit impliquait au moins cinq acteurs principaux : le roi absent et les magnats féodaux, les barons et chevaliers locaux, les marchands patriciens de la ville, les riches agriculteurs et le reste de la petits paysans et artisans. De violentes querelles entre familles nobles à travers des gangs qui se combattent ( bandositats ) s'ajoutent à ces conflits. Parallèlement, des alliances financières et matrimoniales se nouent entre marchands patriciens et chevaliers. Le résultat final dépendra des forces et des faiblesses des alliances possibles entre toutes ces parties prenantes.

En 1391, une révolte a d'abord commencé comme un pogrom contre certains prêteurs juifs, qui s'est déroulé simultanément avec des pogroms à Séville, Cordoue, Tolède et Barcelone, suite à la politique délibérée des nouveaux monarques castillans de faire des Juifs le bouc émissaire des troubles sociaux (López- Bonet, 1989;Maíz-Chacón, 2010;Valdeón, 2000). Cependant, à Majorque, il s'est rapidement transformé en protestation contre la noblesse locale et les patriciens qui jouissaient de privilèges fiscaux et qui, en tant que gestionnaires de la dette publique majorquine, avaient accumulé une grande quantité d'annuités hypothécaires (censals) qui rendaient le fardeau fiscal encore plus oppressant pour contribuables. Le soulèvement s'est soldé par une répression sanglante (López-Bonet, 2008).

En 1450-1453, la rébellion de la Part Forana éclata lorsque la soi-disant "main mineure" (mà menor, c'est-à-dire la part la plus pauvre) du "Sindicat Forà", avec les artisans de la ville, se souleva contre la chevaliers et patriciens.

Les rebelles assiégèrent la ville et envoyèrent une délégation à Naples - d'où Alfons el Magnànim dirigea alors un empire méditerranéen en tant que roi non seulement de Naples mais aussi de Catalogne, d'Aragon, de Valence, de Majorque, de Sicile et de Sardaigne - afin de négocier avec le monarque. . Il refusa de négocier et envoya des mercenaires italiens pour réprimer la révolte avec l'aide des troupes locales de la noblesse. Une lourde amende a été infligée aux agro-villes majorquines, aggravant encore l'endettement de leurs habitants et de leurs communes (Morro, 1995). Cette violente répression de la rébellion majorquine de 1450 par le roi Alfons el Magnànim contraste avec la réaction de son neveu, Ferran el Catòlic, à la

révolte paysanne catalane (1462-1485). La guerre paysanne catalane, menée par une Union de serfs (Sindicat Remença), s'est terminée par un royal 1372-1517 107); Portella (1993, annexe) et Duran (1982b, pp. 66-67) ; et les données fiscales tirées de Cateura (2003Cateura ( , pp. 171-172, 2006Cateura ( , 2008Cateura ( , 2009 et Morro (1995)).

arbitrage qui, en 1486, libéra les paysans de la servitude en versant des compensations aux seigneurs, et par la suite affaiblit la féodalité davantage qu'à Majorque (Congost, 2015 ; Freedman, 1993 ; Vicens, 1978 ; Vilar, 1963).

Une autre délégation plébéienne majorquine fut envoyée pour se plaindre à nouveau de la répartition de la charge fiscale en 1512, et cette fois Ferran el Catòlic ordonna qu'un registre cadastral soit établi pour établir une répartition fiscale plus équitable. Cela a de nouveau provoqué une forte tension sociale dans l'île, où la noblesse locale s'est divisée en gangs, provoquant une troisième révolte. La Germania (c'est-à-dire la « fraternité ») de 1521 était la dernière chance que les plébéiens majorquins avaient de modifier l'équilibre des forces. Tout a commencé lorsque plusieurs chefs d'artisans ont été emprisonnés dans la ville de Palma, et dûment libérés par une foule armée criant « ceux qui doivent payer » (« qui deu que pac ») (Duran, 1982a ; Mas, 2013). Le soulèvement a reçu le soutien actif de la paysannerie de la Part Forana, y compris des manifestations de nombreuses femmes (Bernat, 2005). Cette troisième révolte majorquine coïncide avec la Germanie valencienne (1519-1522) et les Comuneros en Castille (1520-1521), et précède la Grande Guerre paysanne allemande (1524-1525). Le nouveau roi d'Espagne, l'empereur Charles Quint, réagit à tout cela en ordonnant de violentes répressions. Il envoie une armée à Majorque et, après plusieurs batailles, la révolte est écrasée en 1523 (Seguí-Beltrán, 2016). De lourdes amendes ont été infligées aux agrovilles et le registre cadastral ordonné par le précédent roi en 1512 ne sera compilé que dans les années 1580.

Dans ces trois révoltes majorquines, le problème principal était la répartition des impôts, ainsi que les taux d'intérêt de l'annuité fixe des hypothèques (censals) payées en raison du lourd endettement public dérivé des prélèvements payés au roi, ce dernier n'étant que majoré des amendes infligées après chaque défaite. En effet, les actifs financiers de la dette publique majorquine signifiaient qu'une part importante de la richesse était entre les mains de la nouvelle aristocratie locale.

La paysannerie s'est rebellée contre les marchands et les banquiers de la ville, contre les propriétaires terriens absents qui contribuaient très peu ou rien à la charge fiscale globale, et contre l'alliance croissante entre ces patriciens financiers et ces nobles terriens. À l'arrière-plan se trouvait une lutte paysanne pour préserver leur domination « d'usage » sur les terres concédées sous emphytéose contre l'accaparement croissant de la noblesse locale et des citoyens patriciens (Duran, 1982b).

Les annuités obligatoires versées sur les dettes hypothécaires (censals) ont élargi le marché foncier avec les nombreuses ventes forcées et expulsions des terres paysannes qu'elles ont entraînées (Mas, 2008). La plupart des riches fermiers qui ont survécu aux fléaux ont fait faillite. Leurs terres ont été prises par des prêteurs ou des chevaliers, qui ont conclu des alliances matrimoniales très commodes.

Les dettes municipales accumulées par les conseils municipaux des agro-villes intérieures les ont forcés à diviser et à vendre des terres communes. De nombreux usages de la terre traditionnellement détenus en commun sous forme de droits coutumiers et réglementés par des ordonnances locales sur la collecte de bois de chauffage, le pâturage, les abreuvoirs, les droits de passage ou la chasse, ont à peine survécu au puzzle des petites parcelles des petits exploitants (Barceló, 1997 ; Brunet, 1991 ). Cela a permis à une nouvelle aristocratie terrienne de transformer les anciennes cavaleries seigneuriales en nouvelles possessions latifundistes, qui ont été simultanément conservées dans les domaines emphytéotiques « d'usage » et « éminents » (Bisson, 1977 ; Jover & Morey, 2003 ; Jover & Pons, 2012. Le trait distinctif de la nouvelle structure de classe agraire était la thésaurisation des terres pratiquée par les grands domaines nobles et les marchands patriciens jusqu'à la fin du XIXe siècle.

Un regard historique comparé sur les trajectoires socioécologiques contrastées de la Catalogne et de Majorque après la crise sociale agraire de la fin du Moyen Âge est très révélateur. En Catalogne, outre l'assouplissement du féodalisme tardif, les paysans moyens et aisés ont obtenu le contrôle des terres abandonnées après les pestes (Congost, 2015). À Majorque, la frontière de colonisation postérieure avait empêché le servage ; la distribution des terres sous emphytéose avait également empêché une augmentation des charges seigneuriales, et les parties les plus rentables des manoirs locaux détenus par les barons et les chevaliers (cavaleries) étaient les domaines sous un plein droit de propriété qui englobait l'ancien "usage" ainsi que le "domaines éminents". L'alliance patricienne-noblesse, profitant de la crise socio-économique et politique provoquée par la pression fiscale royale, a uni ses forces et ses atouts pour prendre le contrôle de la majeure partie de l'ancien domaine "d'usage" paysan de la terre.

## **| MAJORQUE EN 1580 : EXPORTATION D'HUILE D'OLIVE DES GRANDS DOMAINES SUR LE DOS DES PETITS PAYSANS**

Les registres cadastraux suscités par les révoltes plébéiennes ont finalement été compilés en 1576-1581 et constituent une source qui donne une bonne image de la structure agraire de Majorque après la victoire des propriétaires terriens. traits les plus saillants, différenciés entre les régions rurales de Majorque, et à l'exclusion de la ville de Palma où vivait la nouvelle classe terrienne. Cependant, il s'agit d'une source cadastrale très complexe,

qui estime la richesse des contribuables en enregistrant les revenus nets pour ensuite les capitaliser en utilisant des taux d'intérêt différents selon la nature et le montant de chaque revenu. La richesse évaluée de cette manière complexe était attribuée à l'endroit où vivaient les contribuables, plutôt qu'à l'endroit où se trouvaient leurs terres et leurs actifs. En conséquence, certaines données contre-intuitives peuvent être obtenues, telles que des indices d'inégalité plus faibles dans les municipalités où les propriétaires fonciers absents ont accaparé plus de terres, entraînant une plus grande disparition des paysans riches et moyens, et rendant les petits exploitants restants plus "égaux" entre eux. .

Pour éviter toute confusion et présenter une image large et claire, le tableau 1 utilise, comme indicateur d'inégalité, la proportion de la richesse totale enregistrée dans chaque région qui avait été appropriée par l'aristocratie terrienne vivant dans la ville de Palma.

Ces données peuvent être comparées aux différents modèles de terres cultivées et d'élevage selon la composition des dîmes payées dans chaque région, en tenant compte de leurs différentes étendues, densités de population et part de la richesse totale enregistrée dans les zones rurales.

Dans le dernier quart du XVI<sup>e</sup> siècle, plus d'un tiers de la richesse rurale était concentrée entre les grands propriétaires fonciers citoyens, ce qui correspondait à plus de la moitié des terres de Majorque (Montaner & Morey, 1989, pp. 259-271).

Par conséquent, une grande partie de l'île était sous un régime similaire à ce qui a été qualifié de « capitalisme agraire » : grande propriété, contrats de location à court terme pour les gérer et main-d'œuvre salariée (Brenner, 1976 ; Epstein, 2007 ; Van Bavel & Hoyle, 2010). L'épicentre de ces grandes possessions était la région de Tramuntana, avec 40% de la richesse rurale aux mains de grands propriétaires terriens. L'huile d'olive y représentait 34% de la production terrestre et représentait 94% de la récolte d'olives de l'île. L'élevage produisait encore 23% des revenus dans la région de Tramuntana, 27% dans le Llevant et quelque 20% dans le Migjorn aride et isolé, où les paysans moyens pouvaient survivre un peu mieux.

La deuxième zone où les grands propriétaires accaparaient jusqu'à 27% de la richesse totale était le Pla intérieur, qui était principalement consacré à la culture des céréales (79%) et à l'élevage ovin (lié à la montagne par la transhumance -16%). La part la plus faible de la richesse rurale prise par les citoyens propriétaires terriens provenait du Raiguer, de loin la région la plus densément peuplée, telle que décrite par Binimelis (2014Binimelis ( [1593), avec le paysage le plus diversifié, qui associait le vin (24%), les légumes ( 11 %), céréales (48 %), oliveraies (5 %) et bétail (13 %). En effet, 63 % de tout le vin et 35 % de tous les légumes étaient produits dans ce réservoir de la paysannerie moyenne. le double caractère de la structure de classe agraire qui a émergé après la crise du féodalisme, avec une domination

de grandes possessions et une paysannerie appauvrie survivant de manière précaire. Les deux systèmes agricoles ont donné naissance à des agroécosystèmes très contrastés mais interconnectés.

Sous la nouvelle domination latifundiste, une paysannerie aisée ne pouvait survivre que dans certaines villes des montagnes de Tramuntana (Pollença, Sòller), dans certaines régions reculées du Migjorn (Felanitx) et du Pla (Porreres), et dans la plus grande mesure tout au long du Raiguer piémont, qui était mieux doté de petites installations d'irrigation. Les grandes possessions étaient gérées par des fermiers locataires ( amos de possessió ), généralement issus de l'ancienne paysannerie aisée. Il en est résulté de véritables généalogies de chefs d'exploitation, dont certains sont restés dans la même possession à partir du XVI<sup>e</sup> siècle (Moll & Suau, 1979; Suau, 1991). Ils sont devenus un autre canal crucial qui a continué à reproduire un héritage bioculturel de savoir-faire paysan - comme le montre un important livre sur l'agriculture majorquine publié en 1747 par un fermier-fermier appelé Montserrat Fontanet : *Art de Conró* (Ginard & Ramis, 2015).

Dans ces circonstances, les propriétaires fonciers ont suivi une stratégie de gestion de leurs biens visant à maintenir les salaires suffisamment bas pour assurer une part substantielle de rente sur les produits fonciers à travers les trois règles suivantes :

- (1) pratiquer une gestion agricole plus extensive que celle pratiquée par les petites exploitations familiales autour des agro-villes, afin d'épargner la main-d'œuvre salariée ;
- (2) éviter les baux permanents de petites parcelles à des locataires, afin d'empêcher l'augmentation du coût d'opportunité des petits exploitants agricoles sur le marché du travail ;
- et (3) établir le soi-disant "règlement strict"

(fideïcomis en catalan, mayorazgo en espagnol) selon laquelle le legs hérité par primogéniture devenait inaliénable pour l'héritier premier-né qui, en tant que fiduciaire lié, devait transmettre l'héritage à ses descendants, préservant ainsi son intégrité patrimoniale. Ce cadre juridique protégeait les biens des ventes volontaires ou des expulsions forcées en cas d'endettement et de faillite (Morey, 1999). À partir du XVI<sup>e</sup> siècle, ces règles enferment les dynamiques sociodémographiques et agroécologiques des systèmes agricoles majorquins dans un fort carcan conservateur.

Ils ont encadré la résistance paysanne grondant le long de la transition vers le capitalisme agraire à Majorque, qui a finalement émergé de manière plus ouverte avec le début des réformes libérales du XIX<sup>e</sup> siècle (Grau & Tello, 1985 ; Moll & Suau, 1979 ; Morey, 1999 ).

En outre, des changements majeurs sur le marché du travail ont été introduits. Ainsi, au



XVe siècle, en réponse à la pénurie de main-d'œuvre consécutive à la peste noire, la nouvelle classe foncière majorquine consacra une grande partie de ses terres nouvellement accaparées à l'élevage de moutons, prenant le contrôle du système de transhumance autrefois dominé par les paysans aisés. Tant que les salaires étaient supérieurs au coût de l'entretien des esclaves, les grands propriétaires recouraient à nouveau à l'esclavage. Le remplacement des esclaves par le travail salarié n'a eu lieu que dans la seconde moitié du XVIe siècle, lorsque la compression des parcelles paysannes à la périphérie des agro-villes de l'intérieur et la reprise de la croissance démographique ont généré une offre importante de main-d'œuvre gratuite moins chère. (Jover, 2012). Après avoir cessé d'utiliser les esclaves dans l'agriculture à la fin du XVIe siècle, les fermiers-fermiers ont embauché des domestiques (*missatges*), d'autres ouvriers agricoles permanents et des journaliers (*jornalers*, *collidores*) pour travailler sur leurs biens. Cette main-d'œuvre provenait du grand nombre de petits exploitants qui vivaient dans les agro-villes et ne pouvaient pas subvenir aux besoins de leurs familles avec seulement leurs propres petites parcelles. Dans certaines grandes villes (par exemple Manacor, Pollença et Artà), les industries rurales ont pu survivre et ont fourni une autre alternative pour compléter les revenus familiaux. Dès lors, ces deux agroécosystèmes sociaux, grandes possessions largement gérées comme de grandes fermes, et le patchwork de parcelles cultivées intensivement à la périphérie des agro-villes, ont ouvert la voie à deux paysages culturels contrastés à Majorque (Jover & Morey, 2003).

Au sein de ce paysage rural polarisé, les changements d'affectation des terres ont été impulsés par l'évolution des marchés régionaux et internationaux. Les comptes fonciers de l'aristocratie montrent qu'au début du XVIe siècle, l'élevage ovin fournit 71 % de la rente des propriétaires terriens, mais celle-ci tombe à 43 % vers 1580. A l'inverse, l'importance des cultures céréalières passe de 29 % à 57 %. (Jover, 2012). Néanmoins, la composition de la collecte de la dîme montre clairement que le triomphe des latifundia n'a pas signifié la disparition des paysans et de leur patrimoine bioculturel, qui peut être suivi dans la persistance de cultures telles que les légumes et le vin (Figure 3). Les vignes et l'arboriculture associées aux céréales ont reculé mais ont survécu dans certaines communes, dispersées dans les ceintures de vergers et de potagers autour des agro-villes. Ces petites exploitations sont devenues des réservoirs de connaissances paysannes traditionnelles et de ressources génétiques au sein d'un paysage complexe et disparate. La mosaïque polyculturelle des parcelles, entremêlée de terres communes et d'autres usages, a fourni des services écosystémiques à l'ensemble de la communauté, même si sa répartition était inégale et parfois conflictuelle (Jover & Morey, 2003). L'expansion de l'élevage ovin liée aux exportations de laine vers l'Italie et les régions du Levant a pris fin à la fin du XVIe siècle (Deyá, 1998), mais une nouvelle opportunité a été offerte par l'augmentation de la demande d'huile d'olive des villes atlantiques (Bibiloni, 1995 ; Manera, 1988). Alors que ces grands domaines continuaient à exploiter forêts, pâturages et oliveraies, les cultures céréalières se développaient soit dans les latifundia, soit en périphérie des agro-villes, suite à la reprise de la croissance démographique et à la remontée du prix du blé durant la seconde moitié du XVIe

siècle. (Figure 3). Néanmoins, la production céréalière n'a pas pu satisfaire la consommation locale et les céréales ont dû être importées (Manera, 2001a). Au sein des possessions, l'expansion des terres arables a recouru une fois de plus à l'utilisation du labeur et des connaissances des paysans par le biais d'un type de contrat de défrichement appelé "rota". Le fermier (« roter ») mettait en culture une portion de forêt ou de broussailles en payant un faible loyer pendant une période comprise entre 10 et 30 ans, au terme de laquelle les nouvelles terres cultivées revenaient au grand domaine (Jover & Pons, 2012 ).

On a vu que les résultats historiquement contingents des luttes sociales et politiques suscitées par la crise du système féodal de la fin du Moyen Âge au XVI<sup>e</sup> siècle (quand débute l'expansion coloniale européenne) ont été déterminants pour les voies suivies par la suite. Le XVII<sup>e</sup> siècle est à nouveau une période de crise dans toute l'Europe, et de nouvelles "fenêtres d'opportunité" s'ouvrent à des groupes sociaux distincts (de Vries, 2009(de Vries, , 2014Duplessis, 1997;Wallerstein, 2011). Au cours de la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, la noblesse terrienne profite de la hausse des prix et de la baisse des salaires réels, tandis que les paysans s'appauvrissent (Kriedte, 1983 ; Parker, 2013 ; Yun, 1998).Les tensions sociales accumulées explosent au milieu du siècle. , les soulèvements urbains et les conflits étatiques ont donné naissance à un nouvel ordre institutionnel et mondial (Elliott, 1963).

La croissance démographique et les prix stagnent vers 1650 et baissent jusqu'au début du XVIII<sup>e</sup> siècle.

La structure des incitations économiques s'est modifiée, étant donné que les prix du blé ont baissé plus que les prix des autres produits agricoles, dont la rentabilité relative s'est améliorée (Abel, 1980 ; de Vries, 2009). Là où la répartition des terres et les cadres institutionnels en vigueur le permettaient, les paysans ont cherché à profiter de cette nouvelle conjoncture en pratiquant une «agriculture alternative» pour cultiver des céréales (Thirsk, 1992). Les innovations agraires dans l'économie rurale hollandaise durant la phase tardive de son âge d'or (de Vries, 1974 ; de Vries & Van der Woude, 1997), et le début de la révolution agricole anglaise, sont deux réponses frappantes qui ont d'abord accru les paysans. ' et le pouvoir de négociation des yeomen, ainsi que leurs gains et salaires (Allen, 1992(Allen, , 2001(Allen, , 2009. Dans ces cas, les températures plus froides - de 1645 à 1715, pendant la période de changement climatique connue sous le nom de Maunder Minimum - aurait pu constituer un défi supplémentaire qui a stimulé des réponses agricoles innovantes (de Vries, 2014 ; Tello et al., 2017).

Les relations commerciales néerlandaises avec les économies émergentes de l'Atlantique où la « grande divergence » mondiale

commencé (Allen, 2001(Allen, , 2009de Vries, 2008de Vries, , 2009, ainsi que leurs routes coloniales, ont offert de nouvelles opportunités pour initier des processus de diversification

des cultures et de spécialisation commerciale dans les vignobles et l'arboriculture dans la biorégion méditerranéenne (Álvarez-Nogal, Prados De La Escosura, & Santiago-Caballero, 2016 ; Llopis, 2010 ; Sebastián-Amarilla, 2013). Cependant, l'ampleur de ces changements agraires dépendrait du cadre socio-institutionnel prédominant dans chaque région et royaume (Acemoglu, Johnson, & Robinson, 2005; de Vries, 2010; Fusaro, 2010). Les tendances présentées dans la figure 4 illustrent l'inégalité croissante dans la société rurale majorquine tout au long de la transition vers le capitalisme agraire. Elles montrent la consolidation d'une structure de classe agraire latifundiste où les rentes foncières obtenues par la nouvelle aristocratie de leurs grandes possessions a augmenté de 16 % en termes réels de 1659 à 1750. Même si les loyers fonciers ont encore diminué de 1750 à 1800, ils l'ont fait à un rythme plus lent que la réduction des salaires. À l'inverse, les salaires réels diminuent de 53 % de 1659 à 1800. L'augmentation de 48 % du rapport loyer/salaire qui s'ensuit tout au long de la période met bien en évidence la victoire des propriétaires fonciers rentiers de grands biens sur la paysannerie qui, faute de terres à reproduire leur famille, ont dû puiser sur le marché du travail.

La population et la production agricole ralentissent dans le premier tiers du XVII<sup>e</sup> siècle. Les difficultés croissantes auxquelles sont confrontés les petits paysans pour reconstituer les éléments nutritifs du sol et maintenir les rendements des terres montrent que leur privation croissante de ressources naturelles communes - étant donné que les pâturages, le bétail et les bois ont été de plus en plus privatisés - constitue une barrière socio-agroécologique à la reproduction de leurs petites exploitations (Jover, 2012). Les sécheresses féroces qui sont devenues plus fréquentes de 1591 à 1637 ont amplifié les difficultés des petits exploitants, rendant de nombreuses exploitations précaires économiquement insoutenables (Jover, 2011 ; Pastor-Oliver, 2001). Dans le même temps, les augmentations des loyers fonciers, combinées à la hausse des salaires lorsque la population stagnait (figure 4), ont coupé les bénéfices et ruiné de nombreux paysans locataires qui géraient les mêmes grandes possessions depuis des générations (Jover & Pons, 2012). La crise de la reproduction des petits paysans qui fournissaient la main-d'œuvre et des agriculteurs à bail qui géraient les grands domaines a fini par remettre en cause tout le tissu social de l'agriculture majorquine. Les exportations de textiles de laine s'effondrèrent à partir de 1620 et la ruine de ces fabricants qui s'ensuivit aggrava encore la crise de l'économie rurale et urbaine de l'île (Bibiloni, 1995 ; Deyá, 1998).

L'aristocratie terrienne majorquine, en revanche, a pu profiter des nouvelles opportunités qui ont émergé sur le marché international grâce aux exportations d'huile d'olive, qui sont devenues la principale culture de rente exportée de l'île à partir du début du XVII<sup>e</sup> siècle (Figure 5). L'huile d'olive a joué un rôle clé dans la balance des paiements de Majorque, payant les importations de céréales, de matières premières et de produits manufacturés du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle (Manera, 2001a). La production nationale de céréales et de légumineuses, de fromage et de viande, de fibres et de textiles, de bois, de bois de chauffage et de charbon de

bois couvrait une part de la consommation, mais des importations étaient nécessaires pour combler le vide. La stratégie d'extension des oliveraies pour exporter l'huile vers les marchés étrangers a nourri le pouvoir de l'aristocratie terrienne de l'île pendant l'Ancien Régime (Bibiloni, 1995 ; Manera, 1988).

La plupart des oliveraies étaient situées dans les montagnes Tramuntana et Llevant, qui ont été profondément transformées avec la construction de champs en terrasses. Des terrasses s'étendaient des limites de la plaine intérieure à la forêt de chênes verts, et la

## FIGURE 4

La victoire de la rente foncière sur les salaires agricoles lors de la transition vers le capitalisme agraire à Majorque (1659-1800) Sources : La nôtre, d'après Jover (1997, pp. 647-658, 679-685).

prairies (*Ampelodesmos mauritanica*) situées à environ 600 mètres d'altitude. (au-dessus du niveau de la mer) (Bisson, 1977;Ginés, 1999).

Dans ces montagnes méditerranéennes, où se succèdent sécheresses et fortes tempêtes selon les saisons et les années, un système hydraulique complexe de pierres sèches a dû être implanté dans les terrasses pour évacuer le ruissellement et préserver les sols de l'érosion (Grimalt & FODESMA, 1998). Dans certaines des plaines argileuses intérieures consacrées à la culture des céréales, des systèmes de drainage de sillons profonds (albellons) ont également été construits pour évacuer le ruissellement et prévenir l'engorgement (Estrany, Garcia, & Batalla, 2010;Jover, 2013b;Morey, Llabrés, & Pascal, 2010 ; Villalonga, 2012). Cette "capitale landesque" de pierres sèches, qui reste l'une des principales caractéristiques du paysage majorquin, nécessitait une grande quantité de main-d'œuvre, qui était fournie par la main-d'œuvre bon marché embauchée par les grandes possessions des agro-villes de l'intérieur de l'île (Jover & Morey, 2003).

Seule une infime partie de l'huile d'olive majorquine était vendue pour la consommation humaine. La majeure partie a été exportée vers

France et d'autres pays européens pour la fabrication de savon, pour être brûlé dans des lampes à huile ou pour être utilisé comme lubrifiant (Manera, 2001a). Cela était dû à la forte acidité de l'huile de Majorque, causée par le long intervalle entre la récolte et le pressage en raison du temps nécessaire pour cueillir les olives à la main et pour transporter la récolte sur de grandes distances à l'intérieur des possessions. Entre-temps, les olives ont inévitablement commencé à fermenter, un résultat qui n'aurait pu être minimisé qu'en engageant un nombre inabordable d'ouvriers agricoles. En effet, les salaires payés pour la récolte des olives sont devenus un élément clé dans la comptabilité de ces grandes possessions. La tâche

nécessitait un nombre si élevé de moissonneurs qu'elle dépassait de loin non seulement leurs ouvriers agricoles permanents, mais également toute la main-d'œuvre disponible dans les petits villages environnants des montagnes majorquines. Des milliers d'ouvriers ont dû migrer de façon saisonnière depuis les agro-villes de la plaine intérieure pendant plusieurs semaines en hiver pour récolter les olives en terrasse.

Les livres de comptes des possessions montagnardes révèlent qu'elles ont eu très tôt recours à l'embauche de femmes issues de familles de petits exploitants, qui envoyaient leurs jeunes filles travailler comme récolteuses d'olives (*collidores*). Les salaires des femmes étaient la moitié de ceux des hommes et, pour une fille ou un enfant, un quart. Ils représentaient respectivement 60 % et 5 % de la main-d'œuvre journalière embauchée par les possessions majorquines exportatrices d'olives (Jover, 2013a(Jover, , 2013b. Il s'agit d'un exemple particulièrement pertinent d'un trait général du modèle agraire en développement adopté dans le l'île sous la thésaurisation latifundiste de la terre. Le système agricole de ces grandes possessions ne pouvait rester suffisamment rentable pour la noblesse terrienne que si les salaires étaient maintenus très bas. Cela signifiait à son tour maintenir la plupart de la population rurale dans des conditions de pauvreté, et ainsi a empêché la croissance de la demande nécessaire à tout essor d'activités « industrielles » (de Vries, 2008) pour diversifier l'économie. Majorque a partagé ce sort avec d'autres régions, comme les royaumes de Naples et de Sicile dans le sud de l'Italie, ou certaines -régions occidentales de l'Espagne,

où les exportations de cultures de rente devenues très rentables pour une classe latifundiste empêchaient une avancée vers l'industrialisation. Le contraste avec la Catalogne, où la spécialisation du vignoble a réduit les inégalités rurales et favorisé la première révolution industrielle d'Europe du Sud, est très illustratif (Badia-Miró & Tello, 2014 ; Vilar, 1963).

Cependant, lorsque les tendances des prix ont changé à la baisse dans la seconde moitié de la crise du XVII<sup>e</sup> siècle, même les revenus de la noblesse ont sombré dans la crise (Jover, 2011 ; Jover & Manera, 2009 ; Juan-Vidal, 1990 ; Segura & Suau, 1984). La valeur absolue des rentes foncières réelles en termes de blé a diminué de 1699 à 1739, déclenchée par la déflation des prix (Figure 4). L'aristocratie terrienne a réagi en développant encore plus la production des oliveraies, de 15% de la production foncière majorquine en 1695

à 22 % en 1785 (Figure 5 ; voir aussi Bibiloni, 1995 ; Jover, 2002). Cette stratégie de relance basée sur les exportations d'huile d'olive a cependant dû faire face à trois défis : la baisse des prix de l'huile d'olive, les températures plus froides du Maunder Minimum (1645-1715) qui ont fortement affecté les récoltes d'olives (Jover, sous presse), et la augmentations des salaires réels de 1719 à 1729, puis de 1739 à 1750, qui ont augmenté les coûts et réduit les bénéfices et les loyers fonciers de la production d'huile d'olive dans les grandes possessions.

La structure agraire latifundiste est remise en question et de nouvelles possibilités sociales émergent. La réponse a été une embauche massive de femmes et d'enfants pour récolter les olives et le détournement des exportations principalement vers la fabrication de savon en raison de la forte acidité d'une grande partie de l'huile obtenue. De plus, les grands propriétaires terriens, pressés par leurs difficultés financières, se sont vus obligés de réduire leurs fermages pour garder leurs fermiers à bail, et de chercher de l'argent frais en offrant aux petits exploitants paysans des lotissements de petites parcelles sous emphytéose (Jover & Pons, 2012). . Pourtant, la noblesse majorquine a vite découvert que l'assouplissement à court terme obtenu de cette manière mettait également en péril leur domination de la classe dirigeante à moyen et à long terme - comme le montre la réduction du rapport loyer/salaire qui a eu lieu de 1739 à 1750 ( Figure 4).

En effet, les attributions emphytéotiques de petites parcelles ont répandu l'agriculture intensive de vignes, de légumes et d'amandiers (Figure 5), principalement autour de certaines agro-villes intérieures des régions de Pla, Migjorn et Llevant de l'île (Manera, 2001a). . La noblesse a cessé d'offrir de petites parcelles dès que sa situation budgétaire a été équilibrée, et elle a pu recourir à l'exportation d'huile d'olive comme principale stratégie pour surmonter la longue crise du XVIIe siècle. En plus de cette stratégie, la monarchie espagnole a fait deux interventions politiques dans le but de sauver la mauvaise situation financière de l'aristocratie de leurs royaumes. Tout d'abord, la Couronne d'Aragon a publié un décret en 1750 réduisant le taux d'intérêt des hypothèques viagères (censals) de 5% à 3%. Deuxièmement, la monarchie espagnole a commencé à intervenir sur les marchés du travail en fixant des plafonds salariaux. (Grau & Tello, 1985; Jover & Manera, 2009; Manera, 2001a). Ces innovations agricoles, qui ont surgi de l'autre côté de la structure de classe agraire duale de Majorque, révèlent que, prises isolément, les propriétés foncières n'auraient jamais pu être socio-agroécologiquement durables. Pour le dire crûment, la majorité de la population n'aurait pas survécu grâce aux salaires versés par les grandes possessions, qui ne couvraient pas la pleine reproduction de la main-d'œuvre salariée. Tout le tissu social de la Majorque rurale n'a pu être maintenu que grâce au fait que, sous les propriétés foncières de la noblesse, il restait une couche paysanne de petits propriétaires s'efforçant de survivre grâce à leurs petites parcelles. Dans quelle mesure une telle structure de classe agraire duale pourrait-elle se développer ?

De 1595 à 1860, le produit agricole global croît en termes réels à un rythme similaire, tout comme le doublement de la population (figure 6). La population agricole n'a été multipliée que par 1,67, soit une augmentation d'environ 20% de la production par habitant agricole actif. Cela se produisit notamment lorsque la crise démographique, socio-économique et climatique du XVIIe siècle fut surmontée de 1655 à 1755, grâce à une première vague de lotissements paysans sous emphytéose, puis de la fin des années 1700 jusqu'en 1860.

Les différentes évolutions du produit des terres cultivées par habitant, et par habitant

agricolement actif, mettent en évidence une augmentation modeste de la population non agricolement active qui vivait d'activités industrielles rurales et urbaines. Cependant, après la disparition de l'industrie textile locale de la laine à la fin du Moyen Âge, l'île est devenue un importateur net de produits manufacturés de luxe. L'artisanat dans les agro-villes est resté une activité complémentaire et généralement à temps partiel, entreprise uniquement pour subvenir aux besoins de base de la population rurale pauvre locale (Manera, 2001a; Suau, 1991). Nous sommes arrivés à la conclusion que la compression onéreuse des revenus familiaux subie par les petits exploitants paysans en raison de la charge foncière des grandes possessions imposait de fortes limites à ce mode de croissance agricole et industrielle. Cela se traduit par la stagnation du produit agricole réel par habitant pendant la crise du XVIIe siècle, et encore par la baisse des rentes foncières mesurées en équivalent blé du milieu du XVIIIe siècle à 1800 (figure 4).

La sortie de crise du XVIIe siècle adoptée par les grands propriétaires majorquins soulève une question intéressante :

comment un système agricole aussi latifundiste pourrait-il réagir face à des rendements décroissants ? Il est évident que les salaires ne sauraient être réduits à l'infini. Lorsque les surplus biophysiques tirés des terres et du bétail disponibles ont commencé à stagner ou à diminuer, la part prise par les classes supérieures ne pouvait plus rester la même. Les rentes foncières extraites par la noblesse terrienne de l'île, les dîmes et rentes féodales prélevées de l'extérieur par les magnats féodaux, et la charge fiscale du roi d'Espagne s'amoncellent sur le dos des paysans. Un signe clair que le mode de croissance agricole en vigueur a atteint une limite socio-agroécologique serait le déclenchement d'une lutte entre ces acteurs sur le surplus paysan, afin de conserver leur part d'un montant décroissant.

## **| LA CRISE FINALE DE LA COEXISTENCE DE LA RENTE FONCIÈRE ET DE LA RENTE FÉODALE : LE DÉCLENCHEMENT DE LA RÉVOLUTION LIBÉRALE (1750-1860)**

Un changement important a eu lieu à la suite de la défaite des royaumes qui avaient soutenu le candidat autrichien contre le roi Bourbon qui a remporté la guerre de Succession d'Espagne (1701-1714). Les trois royaumes jadis confédérés dans la couronne d'Aragon, c'est-à-dire la Catalogne, Valence et Majorque, furent punis en 1707-1716 de

Population, produit agricole et productivité pendant la transition vers le capitalisme agricole à Majorque (1595-1860) Sources : La nôtre, d'après Jover et Manera (2009, p. 480).

l'imposition d'un impôt foncier cadastral par les monarques Bourbons espagnols, tandis que la couronne castillane et les provinces basques en sont restées exemptes jusqu'à la loi



fiscale libérale promulguée en 1845. Comme ce nouvel impôt foncier direct a été introduit comme réparation de guerre, il devait être payé par la noblesse autrefois exemptée également. Cela a exercé une pression sur la part de la rente foncière qui reposait finalement sur le dos de la paysannerie, ainsi que sur le revenu net des exploitations familiales. Alors que l'excédent agricole global commençait à stagner, voire à diminuer, de nombreux petits exploitants majorquins étaient confrontés au choix difficile de mettre en danger la subsistance de leur propre famille ou de frauder certains des fardeaux qu'ils supportaient. Naturellement, ils ont commencé à esquiver le paiement des dîmes et autres charges féodales (Morey, 2008).

L'évasion de la dîme pouvait se faire en termes relatifs en se déplaçant vers des cultures moins taxées, ou vers celles pour lesquelles il était plus facile d'esquiver l'impôt, une option qui conduisait à des augmentations de dîmes inférieures à la croissance réelle de la production agricole. Ils pourraient également frauder en termes absolus, entraînant une diminution de la collecte de la dîme. Le volume global des dîmes a stagné de 1695 à 1755, et a commencé à diminuer à partir du milieu des années 1700 jusqu'à la fin des guerres napoléoniennes en 1818 (Figure 7). La charge de la dîme par habitant avait déjà commencé à baisser à partir de 1695, date à laquelle elle connut une baisse encore plus forte du fait d'une première vague de lotissements paysans sous emphytéose, et d'un recours plus important à des activités industrielles complémentaires. Comme mentionné ci-dessus, la baisse de la charge féodale a ouvert des opportunités pour l'expansion de nouvelles cultures telles que les légumineuses, l'huile d'olive, le vin, les amandes, la caroube, les figues, les légumes et le riz (dans certaines anciennes zones humides de S'Albufera dans la baie d'Alcudia ) (Figure 5).

Ces nouvelles cultures ont prospéré grâce à la capacité des paysans à esquiver l'ancien fardeau féodal, ce qui montre que c'est la résistance quotidienne de nombreux petits exploitants majorquins qui a ouvert la voie à l'innovation agricole (Manera, 1990 ; Morey, 2006). Malgré les récriminations des évêques, dont la force devient importante à partir de la fin du XVIIIe siècle (Romero, 1989), ces cultures deviendront les principales dans les petites fermages paysannes au cours du XIXe siècle (Cela-Conde, 1979). Nous pouvons considérer ces tendances dans la collecte de la dîme comme une preuve que le mode de croissance agricole dominant à Majorque a approché ses limites socio-agroécologiques, une fois de plus, de 1750 jusqu'à la fin de l'Ancien Régime après les guerres napoléoniennes (Buswell, 2013).

Le côté agroécologique du défi était de savoir comment augmenter la production agricole en adoptant une plus grande intensité d'utilisation des terres sans empêcher la reconstitution des nutriments extraits du sol, et ainsi ouvrir une faille socio-métabolique qui mettrait en danger la reproduction agricole à long terme. Les petits exploitants, qui subvenaient à la subsistance de toute la société agraire, devaient fermer les cycles biophysiques de leurs agroécosystèmes en recyclant en interne la plupart des sous-produits



des cultures et avec de la biomasse prélevée sur des terres non cultivées. En conséquence, la productivité des petits exploitants était limitée par leur disponibilité en terres. Ils devaient soutenir la reproduction agricole en fermant les boucles agroécologiques internes - telles que les éléments nutritifs du sol et la teneur en eau - dans leurs minuscules parcelles. Selon Guzmán et González de Molina (2009), chaque solution socio-métabolique à la durabilité agricole a un coût foncier associé. Dans le cas des petits exploitants majorquins, l'accès au bétail et aux nutriments du sol était le principal facteur limitant qui les obligeait à effectuer un lourd effort de travail pour compléter avec d'autres formes de fertilisation organique (matière végétale) et d'entretien du sol en raison de la rareté du fumier. (Grau & Tello, 1985).

Les grands domaines pourraient surmonter plus facilement ce coût foncier en internalisant les flux de nutriments et les services agroécosystémiques dérivés au sein de différentes possessions détenues par le même propriétaire (Jover & Morey, 2003 ; Jover & Pons, 2012). Dans les possessions situées dans les montagnes, les oliviers associés aux céréales étaient cultivés avec des pâturages pour le bétail au sommet des collines, et les forêts entre les deux étaient pâturées par les porcs, ainsi que la production de charbon de bois et de bois.

Les moutons se nourrissaient également des tiges vertes des oliviers et des chaumes de céréales, laissant du fumier dans les bosquets. Les troupeaux ont été déplacés en hiver vers les possessions intérieures et côtières, fermant ainsi les flux biophysiques à une plus grande échelle régionale. Pour ces grands domaines, les véritables limites n'étaient pas le coût du terrain ou la disponibilité des engrais organiques, mais le coût de la main-d'œuvre qu'ils devaient embaucher (Jover, 2013a(Jover, , 2013b).

Considérant les deux versants de cette structure de classe agraire, nous sommes arrivés à la conclusion que les limites socio-agroécologiques cruciales étaient en fait fixées par l'accaparement massif des terres exercé par les grandes possessions, qui confinait les petits exploitants à des parcelles marginales, trop exiguës pour permettre leur reproduction autonome. . Par conséquent, le facteur limitant le plus décisif était social. Cela signifie que la production agricole aurait pu être augmentée, au moins dans une certaine mesure, en donnant aux paysans un accès plus large à la terre. Mais cela aurait également mis en péril la stratégie des propriétaires terriens consistant à maintenir des salaires très bas pour maintenir des loyers fonciers élevés (graphiques 4 et 6).

Ce dilemme était bien compris par certains membres des classes dirigeantes de l'île. Lorsque les prix agricoles et les loyers fonciers ont diminué pendant la crise du XVII<sup>e</sup> siècle et que les salaires ont augmenté en raison de la diminution de la population, de nombreux biens se sont endettés et certaines grandes familles ont fait faillite. Une réaction à cela était d'utiliser des parties de l'héritage non soumises à un règlement strict, ou de demander la permission au roi de le faire avec celles qui étaient soumises, afin d'offrir de petites

attributions sous emphytéose aux paysans qui paieraient alors l'argent nécessaire de toute urgence, sous forme de loyers (censos). On a vu comment une première vague de lotissements avait déjà commencé en 1680, puis s'était brutalement arrêtée lorsque la situation financière de l'aristocratie majorquine s'est améliorée à partir du milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle. Puis un débat s'est ouvert entre partisans et opposants sur la poursuite ou non de la distribution des terres aux petits agriculteurs sous emphytéose. Ce fut une polémique très révélatrice (Morey, 1999).

D'un côté se tenaient les partisans majorquins de la figure la plus marquante des Lumières espagnoles, Gaspar de Jovellanos (1744-1811), qui fut emprisonné à Majorque de 1801 à 1808. Jovellanos préconisait de surmonter la stagnation de l'agriculture espagnole par une réforme agraire qui distribuer de petites parcelles de terre aux paysans afin qu'ils augmentent l'intensité d'utilisation des terres, les produits agricoles, les loyers privés et les impôts publics. À Majorque, cette vision réformiste visait à rapprocher la voie insulaire de celle suivie par la Catalogne (Badia-Miró & Tello, 2014). Contrairement à ce point de vue réformiste, une majorité de propriétaires terriens majorquins se sont rangés du côté de ceux qui soutenaient - comme l'écrivait un rapport anonyme en 1798 - que "les améliorations apportées en Catalogne ne peuvent pas être réalisées à Majorque en raison du manque de main-d'œuvre agricole" (Moll, 1997, p. 138). Pourtant à cette époque la densité de population en Catalogne était de 37,6 habitants au km<sup>2</sup>, et à Majorque de 31,2 habitants au km<sup>2</sup>. De toute évidence, l'auteur ne parlait pas d'un manque absolu d'ouvriers agricoles, mais plutôt d'une main-d'œuvre suffisamment bon marché pour soutenir un flux de rentes foncières suffisamment important pour soutenir le mode de vie luxueux de la noblesse majorquine.

Un autre texte, écrit par les autorités majorquines en préambule d'une ordonnance royale de 1753 fixant des plafonds salariaux, expliquait clairement ce qui était réellement en jeu : le produit croissant de la terre dans des parcelles paysannes plus petites augmenterait également leur autonomie économique, et donc leur opportunité. coût sur le marché du travail. Selon les auteurs, une telle augmentation du pouvoir de négociation des pourvoyeurs de main-d'œuvre avait déjà suscité "l'audace des journaliers", qui "exigent des prix excessifs pour le travail court et défectueux qu'ils effectuent, en violation des accords qu'ils ont conclus". En conséquence, "sans assimiler le coût des moissonneurs et des ouvriers au prix et à la valeur qu'ils peuvent obtenir, la ruine totale de l'île doit suivre". Encore une fois, ils parlaient en fait de leur propre ruine en tant que classe, pas de celle de Majorque. L'arrêté royal de 1753 a établi des peines de prison pour les compagnons qui refusaient de travailler pour le plafond salarial édicté (Jover, 2014, p. 365).

Seules quelques petites tentatives ont été faites dans la direction revendiquée par le premier groupe de réformateurs éclairés, comme les incitations fiscales temporaires offertes pour planter des vignes à Majorque, qui ont réussi dans certaines municipalités, comme Felanitx et Porreres, où une couche de la classe moyenne les paysans existaient. Mais

l'augmentation réelle de la viticulture a été faible (voir figure 5) et n'a pu réduire que légèrement les importations de vin catalan. Le résultat montre clairement qu'avoir plus de vignobles nécessiterait également une plus grande disponibilité de terres pour les petits viticulteurs dans une société rurale moins inégalitaire - comme cela a été provoqué par le déclenchement des réformes agraires libérales dans l'île ainsi que dans toute l'Espagne (Morey, 1999; Morey, 2008).

La résistance d'en bas, l'évasion de la dîme des paysans et la révolution libérale (d'abord tentée en 1820-1823, et finalement réalisée en 1833-1868) ont éclaté de l'ancien carcan féodal. et vendu à de riches propriétaires terriens en 1855-1858 (Moll & Suau, 1986).

Dans l'ensemble, les propriétaires terriens majorquins se sont très bien sortis de la révolution libérale espagnole, comme le montrent les indices d'inégalité de Gini de la répartition de la propriété foncière enregistrés dans les cadastres de 1818 et 1860 (Figure 8). Ils sont restés très élevés à 0,77 en 1818 et 0,84 en 1860, en moyenne pour toutes les données disponibles, soit une dizaine de points de plus qu'en Catalogne Sources : La nôtre, de Suau (1991, pp. 116-117). (Garrabou, Tello, Cussó, & Badia-Miró, 2009; Tello & Badia-Miró, à paraître). Ces indices de Gini confirment que les niveaux d'inégalité les plus élevés se trouvaient dans les montagnes de Tramuntana (0,80 et 0,83) et de Llevant (0,87 et 0,90), où se trouvaient la plupart des possessions exportatrices de pétrole, tandis que les plus faibles se trouvaient dans le Raiguer (0,71 et 0,61), où une minuscule classe moyenne de paysans viticulteurs a survécu. La plaine intérieure céréalière reste intermédiaire (0,75 et 0,73). Malgré les différentes tendances régionales, les inégalités ont augmenté en moyenne à Majorque à la suite des réformes agraires libérales.

En reprenant l'image donnée par ces cadastres de 1818 à 1860, on peut considérer les petites exploitations comme celles ayant moins de 5 hectares (Grau & Tello, 1985 ; Tello, 1983), tandis que les grandes propriétés ou possessions seraient celles de plus de 50 hectares.

De plus, étant donné que les grands propriétaires concentraient plusieurs possessions, leurs propriétés foncières s'élevaient entre 100 et plus de 1 000 hectares. Les plus riches pourraient profiter de la localisation de leurs biens dans diverses biorégions de l'île (Bisson, 1977; Cela-Conde, 1979; Jover & Morey, 2003; Rosselló-Verger, 2012; Suau, 1991).

## **| UN ECHEC DU CAPITALISME AGRAIRE ? LA RÉDUCTION TARDIVE DES GRANDS DOMAINES ET L'EXPANSION DE L'AGRICULTURE PAYSANNE (1860-1900)**

Ce n'est pas la réforme agraire libérale en tant que telle qui a déclenché un profond

changement dans la répartition et l'utilisation des terres à Majorque.

Cependant, trois changements introduits par les gouvernements libéraux espagnols ont eu un impact profond sur le sort des grands propriétaires majorquins : la fiscalité foncière, la marchandisation et la financiarisation. Le vide laissé par les dîmes et autres charges féodales, retirées du surplus paysan en 1836-1840, fut immédiatement comblé par l'augmentation de la fiscalité publique après la loi fiscale libérale de 1845 qui mit fin aux anciennes exemptions de la noblesse - déjà perdues à Majorque en 1716-et étendu la taxe foncière cadastrale dans toute l'Espagne. Elle imposait en effet une charge fiscale très élevée à l'île (Morey, 2008). L'abolition en 1820 du strict règlement en legs (fideïcomis ou mayorazgo) expose le patrimoine foncier de l'aristocratie majorquine aux vicissitudes de l'endettement et de la faillite (Morey, 1999). La nouvelle loi libérale sur le crédit rural et les hypothèques de 1861 et le développement d'un système bancaire moderne allaient avoir une grande influence sur la fortune de la classe foncière majorquine (Maixé, 2001).

Les problèmes financiers des grands propriétaires majorquins n'étaient pas seulement d'origine politique. La production et les exportations d'huile d'olive, auxquelles ils avaient eu recours pour s'attaquer aux limites socio-agroécologiques de la croissance agricole imposées par la structure de classe agraire latifundiste dominante, ont également rencontré des difficultés croissantes. A partir de 1770-1780, les rentes foncières connaissent une contraction ( Figure 2) qui, une fois de plus, contraste avec la croissance de l'huile d'olive connue dans d'autres parties de la Méditerranée tout au long du XIXe siècle, ainsi qu'avec la grande expansion viticole qu'a connue la Catalogne ( Garrabou et al., 2009 ; Morey, 1999 ; Morey & Molina, 2016). De nombreux oliviers anciens ont été détruits lors des anomalies climatiques des années 1770 et 1780, qui ont coïncidé avec les premières vagues du Dalton Minimum (Barriendos & Llasat, 2003 ;Ferrer, 2015 ;Wagner & Zorita, 2005). Cependant, la question est de savoir pourquoi ces oliviers n'ont pas été replantés après-

quartiers ? La réponse réside dans les problèmes inhérents à la base latifundiste des oliveraies qui existaient sur l'île.

La contraction des exportations d'huile d'olive de Majorque a coïncidé avec la forte augmentation de la demande de lubrifiants due à la révolution industrielle qui avait commencé en Angleterre (Allen, 2009) et s'était propagée sur le continent européen et en Amérique du Nord. Bien que l'industrialisation ait également mis fin à son utilisation pour l'éclairage des lampes et que la mondialisation ait entraîné une offre croissante d'autres types d'huile d'origine coloniale (Ramon-Muñoz, 2000), la principale difficulté qui a empêché les producteurs d'huile d'olive majorquins de profiter de la Le marché croissant des lubrifiants pour machines était une caractéristique très traditionnelle : son acidité élevée (Muendel, 1995).La grande proportion d'huile d'olive trop acide pour être comestible était due à la grande échelle de l'opération de récolte manuelle des olives dans les régions isolées de

montagne. Etant impropre à une utilisation comme lubrifiant industriel, la production d'huile d'olive majorquine a dû réorienter ses ventes soit vers la consommation alimentaire domestique, soit vers les industries locales de fabrication de savon (Manera, 2001a). s'est produit lors de la crise agraire européenne au tournant du 19ème siècle, ce qui explique en grande partie pourquoi c'est alors que la structure de classe agraire majorquine latifundiste, qui avait été en établi après la défaite de Germania en 1521, tomba dans une grave faillite.

La crise agraire à l'échelle de l'Europe à la fin du XIXe siècle a été stimulée par la soi-disant « invasion des céréales » des importations de céréales et de viande bon marché en provenance d'Amérique du Nord et d'autres frontières mondiales récemment colonisées (McMichael, 2009).

La réduction des coûts de fret a initié la première mondialisation de 1870-1914 (O'Rourke & Williamson, 1999). Elle a conduit à l'intégration d'un marché mondial des aliments de base avec des prix de référence établis au Chicago Board of Trade, où un marché à terme était créé. mise en place pour la première fois (Cronon, 1991) qui, à son tour, a amorcé une tendance mondiale à la compression persistante de la valeur ajoutée nette retenue par les agriculteurs dans une économie de plus en plus urbano-industrielle, qui allait perdurer tout au long du XXe siècle. La réaction protectionniste initiale de la plupart des pays européens qui ont augmenté les tarifs sur les importations étrangères, comme l'a fait l'Espagne en 1891, pourrait atténuer mais pas supprimer la tendance à la baisse des prix des céréales et des loyers fonciers entraînée par l'intégration du marché mondial (Abel, 1980 ; Allen, 2011 ; Persson , 1999).

Non seulement les rentes foncières des grands propriétaires ont baissé partout en Europe. Dans le même temps, les prix des terrains sont restés stables ou ont même augmenté, réduisant la rentabilité des terres en tant qu'actif (Clark, 2002 ; Offer, 1991). En conséquence, les classes terriennes européennes ont commencé à souffrir de difficultés financières insurmontables qui les ont amenées à se retirer de l'agriculture et à chercher à transférer leurs actifs dans d'autres entreprises. La crise agraire de la fin du siècle a donné lieu à un échec général du capitalisme agraire en Europe (Koning, 1994), et a lancé un processus de « paysanisation » à long terme avec ou sans que de nouvelles réformes agraires soient mises en place institutionnellement (Grigg, 1989; Van der Ploeg, 2008). La paysanisation a pris des formes différentes selon les contextes. Là où les exploitations familiales prédominaient déjà, comme en Catalogne, le métayage et les coopératives se sont répandus (Garrabou, Planas, & Saguer, 2001; Garrabou, Planas, & Saguer, 2012; Planas, 2016). L'aristocratie majorquine a réagi à cette troisième et définitive baisse de ses loyers en vendant des portions de ses terres, une action qui a considérablement réduit ses grandes possessions pour la première fois de sa longue histoire.

L'abolition libérale du règlement strict et les changements introduits dans les

hypothèques et la banque ont joué un rôle clé dans le processus de diffusion des lotissements paysans à Majorque du dernier quart du XIXe siècle à la première moitié du XXe (Bisson, 1977; Feo, 1998; Rosselló-Verger, 1982). Les terres dont les familles terriennes endettées ne voulaient plus comme principal bien étaient achetées à bas prix par de riches banquiers, comme Joan March (Banco de Crédito Balear, 1973 ; Ferrer, 2000 ; Manera, 2005), qui les revendaient ensuite à un prix profit aux paysans majorquins sur des parcelles plus petites grâce à des contrats de location emphytéotiques (*censos reservatius*) qui permettaient un paiement à long terme par le biais d'annuités abordables. Les acquéreurs de ces terres étaient soit d'anciens locataires-gérants qui en profitaient pour créer leurs propres fermes, soit de petits paysans qui osaient risquer leurs économies et intensifier leur travail familial pour se payer des parcelles supplémentaires. Ces lotissements paysans ont donné lieu à une extension de l'arboriculture aux côtés des céréales et des légumineuses bien au-delà des périphéries des agro-villes, et dans certaines régions comme le Raiguer, où l'agriculture paysanne intensive était jusqu'alors pratiquée.

Grâce aux ventes d'amandes, de figues, de câpres et de raisins, la paysannerie majorquine pouvait gagner l'argent dont elle avait besoin pour payer les annuités pour acheter la terre, tandis que les céréales, les légumineuses, les légumes et la caroube leur permettaient de nourrir le bétail et de fournir de la nourriture pour leur propre consommation familiale. Certaines de ces cultures de rente ont commencé à être exportées, ce qui signifie que les changements en cours du commerce international au cours de la première mondialisation ont également offert aux paysans majorquins de nouvelles opportunités pour surmonter la crise agraire de la fin du XIXe siècle, comme cela se produisait dans d'autres parties de l'Europe (Van Zanden, 1991). Ceci, à son tour, a entraîné qu'une bourgeoisie commerciale et financière a commencé à prendre la tête de l'économie et de la société majorquines. Dans l'ensemble, la «paysanisation» en cours maintenait les paysans majorquins dans une position subordonnée dans ce nouvel ordre capitaliste. En fait, de nombreux jeunes issus de familles de petits exploitants ont dû émigrer en Afrique du Nord et en Amérique en raison de l'impact de la crise agraire, et les économies qu'ils ont envoyées chez eux ont également permis d'acheter des lots de terres. En conséquence, la plupart des petits exploitants ont continué à combiner les cultures de rente avec les aliments de base destinés à la subsistance produits dans leurs exploitations et dans les agro-villes.

Les exportations majorquines ont radicalement changé, passant d'une spécialisation presque unique dans l'huile d'olive à un modèle de production plus diversifié reflétant le nouveau paysage paysan (Figure 2). Des pommes de terre, des câpres, du vin, des abricots et des figues séchés, des amandes, des caroubes, des tomates et d'autres cultures étaient exportés vers Londres, Hambourg, Brême et Stockholm, ainsi que vers Barcelone et d'autres ports espagnols (Cela-Conde, 1979 ; Manera, 2001a ; Rosselló-Verger, 1959a, 1959b, 1964). Ces cultures de rente étaient principalement fournies par l'agriculture complexe et polyvalente développée par de nouvelles exploitations familiales détachées des anciennes

possessions. Néanmoins, compte tenu de sa forte rentabilité, certains grands domaines qui continuaient à cultiver se sont incorporés. ces cultures de rente aussi (Jover & Morey, 2003; Suau, 1991) Les grands domaines en montagne, et les zones côtières pauvres, ont été très peu affectés par les parcelles paysannes en raison de facteurs géographiques tels que l'inclinaison des pentes, la sécheresse et la faible fertilité des sols. qui a réduit la rentabilité sous le nouveau système agricole (Bisson, 1977).

Outre le changement agricole, l'industrie s'est développée à partir du milieu du XIXe siècle dans des secteurs tels que la construction de machines agricoles, la transformation des aliments et la fabrication de produits finis tels que les chaussures (Manera, 2001a ; Roca, 1992). Deux transformations majeures ont renforcé ce lien industriel-agricole : de nouvelles infrastructures de transport, avec la construction d'un réseau ferroviaire dense et l'agrandissement du port de Palma ; et l'assèchement des zones humides de S'Albufera dans la baie d'Alcudia et de Prat de Sant Jordi à Palma. Ces terres gagnées, ainsi que d'autres terres mises sous systèmes d'irrigation modernes, sont devenues un investissement très rentable lorsque les nouveaux intrants et techniques industriels "modernes" ont été mis en œuvre pour la première fois, avec la détérioration agroécologique qui en a résulté (Cela-Conde, 1979; Rosselló-Verger, 1959a, 1964. La population de Majorque en général, et celle de Palma, ont augmenté régulièrement et la construction de maisons a offert des opportunités d'emploi et d'investissement supplémentaires. Les salaires réels des travailleurs industriels et agricoles ont augmenté, la mortalité infantile a diminué et l'espérance de vie a augmenté (Molina, 2003 ; Moll , Salas, Pujades et Canaleta, 2014).

## **| CONCLUSIONS : SUR L'IMPORTANCE DU PATRIMOINE BIOCULTUREL DES PAYSANS**

Comme nous l'avons vu, le changement à long terme de la structure de classe agraire à Majorque s'est caractérisé par un double mouvement : de la paysannisation au latifundisme, et du latifundisme à la paysannisation. Tout au long de ce processus, la résistance paysanne s'est traduite par des paysages culturels qui subsistent encore aujourd'hui. Ce qui ressort d'un point de vue historique comparatif est le net détachement de Majorque de la voie moyenne-paysanne du féodalisme au capitalisme agraire suivie en Catalogne. Pourquoi la ramification majorquine a-t-elle tellement divergé de son lieu d'origine ? Pour trouver la réponse, il convient de comparer Majorque avec d'autres royaumes méditerranéens également gouvernés par l'Empire espagnol, afin de mettre en évidence des similitudes et des dissemblances dans la manière dont les structures de classe agraire ont évolué en fonction de dynamiques spécifiques de frontières colonisatrices et de conflits sociaux.

Pendant le féodalisme tardif, les nobles castillans bénéficiaient d'une part croissante de



la rente de plus en plus centralisée extraite par les monarques espagnols (Yun, 2004). Après la défaite de la révolte des Comuneros en 1521, les paysans et artisans furent lourdement taxés jusqu'à l'appauvrissement, vidant une Castille du Nord autrefois dynamique (Comín & Yun, 2012; Ringrose, 1983; Sánchez-León, 1998; Yun, 2004). La colonisation des vastes territoires dépeuplés du sud de la Castille, de l'Estrémadure et de l'ouest de l'Andalousie est restée faible, mais s'est accélérée de 1212 jusqu'à la conquête militaire rapide du royaume nasride d'Al-Andalus en 1492. La conquête de vastes étendues de territoire en une courte période a permis une classe oligarchique pour créer de grands latifundia (Oto-Peralías & Romero-Ávila, 2016), ainsi que de grandes agglomérations urbaines où les petits exploitants et les ouvriers fournissaient la main-d'œuvre nécessaire au berger, à la culture des céréales et à l'exportation d'huile d'olive vers les nouvelles frontières atlantiques de l'Empire espagnol (Bernal, 1988; Yun, 2004). Il convient de souligner que le taux élevé « d'urbanisation » observé ici n'était que l'expression d'une dépossession paysanne (Epstein, 2001 ; Sánchez-León, 2001).

La population musulmane s'est rendue et est restée dans certaines parties de la péninsule ibérique. Dans l'est de l'Andalousie, les nobles ont thésaurisé une plus faible proportion de terres et les communautés paysannes ont obtenu une plus grande part dans des établissements plus dispersés et des paysages agricoles diversifiés (González de Molina, 2002 ; Infante-Amate et al., 2016). Les morisques valenciens ont été déplacés vers des zones intérieures plus pauvres, où ils ont maintenu une agriculture commerciale diversifiée, payant des impôts élevés. Les terres irriguées près de la côte ont été colonisées à la place par des colons catalans logés dans des villes et des cités. Lorsque ces musulmans qui s'étaient rendus ont finalement été expulsés de la monarchie espagnole en 1609, leurs terres ont été prises par des propriétaires terriens et cultivées par des paysans qui ont hérité de leurs cultures et de leur savoir-faire (Furió & García-Oliver, 2010).

La colonie majorquine dans les agro-villes ressemble quelque peu à celle du sud de la péninsule ibérique, tandis que la permanence des musulmans vaincus rapproche le chemin de l'île de ceux de l'est de l'Andalousie et de Valence - bien qu'à Majorque, ils ne pouvaient rester que des esclaves et se sont éteints lorsque les propriétaires fonciers les ont remplacés. avec de la main-d'oeuvre salariée. Cependant, dans

Majorque, la frontière coloniale est restée ouverte plus longtemps et les colons ont obtenu des privilèges à un degré plus élevé qu'en Andalousie. En effet, avant la crise générale du féodalisme, les paysans majorquins jouissaient d'un statut aussi bon que celui que la paysannerie catalane n'acquerra qu'après la fin du Moyen Âge. Par conséquent, ils devaient être déposés si une structure de classe agraire latifundiste devait être développée. De plus, la liberté acquise par les paysans de Majorque contrastait avec les conditions de servage dans leurs terres catalanes d'origine. Au cours des XIIe et XIIIe siècles, une réaction féodale impose la servitude dans le nord-est de la Catalogne afin de retenir les paysans les



plus riches.

de migrer vers des frontières ouvertes (Freedman, 1991). Ces contrastes confirment l'importance de la disjonction entre les options « sortie » ou « voix » comme micro-fondation des comportements collectifs (Hirschman, 1970(Hirschman, , 2001 ; et aussi le caractère contingent du résultat lorsque la « voix » est élevé par la lutte des classes et les soulèvements.

L'abolition de la servitude est devenue l'enjeu central des révoltes catalanes de la Remença de 1462-1472 et 1484-1485 (Feliu, 2010 ; Vicens, 1978). La capacité d'organisation des paysans catalans peut être comparée à la dernière guerre des paysans allemands (Freedman, 1993). Les paysans catalans aisés ont gagné cette fois (bien qu'une aile plus radicale qui a tenté d'abolir le féodalisme ait perdu). Malgré la persistance des rentes féodales, les propriétaires paysans y sont devenus les principaux moteurs du changement agraire (Badia-Miró & Tello, 2014; Congost, 2015; Vilar, 1963), faisant de la Catalogne un cas primordial de formation ascendante du capitalisme agraire ( Byres, 1996(Byres, , 2009. La défaite finale de la paysannerie majorquine en 1521 a conduit dans la direction opposée. Bref, l'histoire compte.

Ironiquement, la voie majorquine fondée sur les grands propriétaires terriens, les gérants à bail et les ouvriers salariés pourrait être considérée comme beaucoup plus proche de la structure agraire qui finit par prédominer en Angleterre (Shaw-Taylor, 2012), plutôt que de la voie paysanne catalane - en ce qui concerne ce que Robert Brenner a commis une erreur flagrante lorsqu'il a considéré que la Catalogne suivait une voie agraire similaire à celle de l'Angleterre (Brenner, 1976 ; Torras, 1983). Malgré un régime agraire apparemment plus « moderne » et un taux d'urbanisation plus élevé, le produit par unité de terre et de travail est resté plus faible à Majorque qu'en Catalogne (Jover & Manera, 2009 ; Manera, 2001a). La stratégie d'accumulation des propriétaires fonciers majorquins reposait sur l'appropriation de la « nature bon marché » (Moore, 2015), de la terre et du travail, par le biais de la dépossession et de la répression sociale, au lieu d'introduire des innovations pour augmenter la productivité. Cela explique en grande partie pourquoi la Catalogne est devenue la première région industrielle d'Europe du Sud (Badia-Miró & Tello, 2014), contrairement à Majorque.

Pourtant, la croissance économique majorquine a atteint des niveaux comparables à ceux de Valence et a dépassé les niveaux plus faibles des autres structures agraires latifundistes sous domination espagnole en Castille, Andalousie, Naples et Sicile (Álvarez-Nogal et al., 2016 ; Bevilacqua, 1990 ; Llopis, 2004; Petrusiewicz, 1989; Sebastián-Amarilla, 2013;). Cela souligne à nouveau que, tout en étant vaincue, la paysannerie majorquine s'est efforcée de survivre, de résister et de s'améliorer à long terme.

Lorsque les grands domaines ont fait faillite et ont commencé à vendre une grande

partie de leurs terres au tournant du XXe siècle, à Majorque, il y avait encore une paysannerie prête à acheter et à cultiver ces terres de manière plus intensive, polyculturelle et intégrée. Cette "paysanisation" tardive a prouvé que, malgré leur défaite lors du soulèvement de Germanie de 1521, la paysannerie majorquine avait pu survivre pendant 400 ans, endurant une dure structure de classe agraire latifundiste. Nul doute que l'accaparement des terres exercé par la noblesse locale et les patriciens commerçants limite la capacité d'achat au sein du marché intérieur de l'île. L'intensité de travail et l'ingéniosité des petits exploitants paysans leur ont permis « de résister et de croître » dans une certaine mesure - comme l'a dit Carles Manera (1990) - en recourant à une agriculture polyvalente complétée par des activités industrielles. Même si l'ampleur de cette croissance économique n'a pas suffi, en tout cas, à ouvrir la voie à une révolution industrielle comme celle qui a eu lieu en Catalogne (Manera, 2001a ; Roca, 1992), l'essentiel est que l'endurance de Les paysans majorquins et leur héritage bioculturel leur ont permis de rester en vie jusqu'à l'échec financier du latifundisme avec la crise agraire du début du siècle.

L'archiduc autrichien Ludwig Salvatore Von Habsburg-Lorraine est arrivé à Majorque en 1867, et il est immédiatement tombé amoureux de ses paysages et des gens qui les avaient construits. Il a acheté un beau domaine dans les montagnes de Tramuntana et a déménagé à Majorque pour le reste de sa vie, ce qui en fait la base de ses longs voyages de navigation autour de la Méditerranée. La grande liste de livres sur les différents lieux et îles de cette mer qu'il a publiés a contribué à stimuler une première vague de tourisme d'élite allemand dans la région. Son chef-d'œuvre était le livre en neuf volumes *Die Balearen in Wort und Bild*, publié en 1897, dont deux volumes consacrés à Majorque agricole. L'archiduc possédait de vastes connaissances scientifiques, acquises pendant sa jeunesse en Toscane, mais il n'osa jamais écrire un traité expliquant aux agriculteurs majorquins comment travailler la terre ou améliorer leur travail. En réalité, il a rassemblé et publié avec soin tout ce qu'il a appris sur le savoir-faire traditionnel des paysans majorquins à partir d'observations et d'entretiens avec eux, ainsi que de nombreuses statistiques officielles et des gravures détaillées. Ses recherches anthropologiques minutieuses ont mis en évidence la richesse, la profondeur et la sagesse de cet héritage bioculturel paysan de Majorque (Archiduc Ludwig Salvator Von Habsburg-Lorraine, 1897).

La principale leçon que nous tirons de notre histoire socioécologique à long terme est que, même sous une structure de classe agraire latifundiste, les agroécosystèmes de l'île ont été conçus et gérés par le travail et les connaissances des paysans majorquins. Gérants de fermes, petits exploitants d'agro-villes, domestiques, journaliers, moissonneuses, bergers, bûcherons et charbonniers sont ceux qui ont créé un paysage culturel doté d'un riche patrimoine bioculturel qui, en plus d'avoir contribué à faire de l'île un station touristique capitaliste au siècle dernier (Cirer, 2009) devient aujourd'hui une ressource importante pour un avenir plus juste et plus durable (Altieri, 2002 ; Binimelis & Ordines, 2008 ; Farina, 2000 ; IAASTD, 2009 ; Martínez Alier, 2011). Dans un autre article, nous aborderons la question de

savoir comment ce patrimoine bioculturel a évolué et survécu tout en endurant une économie touristique de masse capitaliste au cours du XXe siècle. Les recherches à venir approfondiront cette histoire environnementale à long terme, en étudiant des indicateurs socio-métaboliques plus spécifiques (Ginard & Murray, 2015; Ginard-Bosch & Ramos-Martín, 2016; Manera, 2001b) et des données socioécologiques (Marull et al., 2015; Marull et al., 2016).

## Références

- Abulafia, D. (2002). *A Mediterranean emporium: The Catalan kingdom of Majorca*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.
- Abel, W. (1980). *Agricultural fluctuations in Europe: From the thirteenth to the twentieth centuries*. London: Methuen.
- Acemoglu, D., & Robinson, J. A. (2006). *Economic origins of dictatorship and democracy*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.
- Acemoglu, D., Johnson, S., & Robinson, J. (2005). The rise of Europe: Atlantic trade, institutional change, and economic growth. *The American Economic Review*, 95(3), 546–579.
- Agarwal, B. (1994). *A field of one's own*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.
- Agnoletti, M. (Ed.) (2006). *The conservation of cultural landscapes*. Wallingford: CABI.
- Agnoletti, M., & Emanuelli, F. (Eds.) (2016). *Biocultural diversity in Europe*. New York: Springer.
- Akram-Lodhi, H., & Kay, C. (2010a). Surveying the agrarian question (part 1): unearthing foundations, exploring diversity. *The Journal of Peasant Studies*, 37(1), 177–202.
- Akram-Lodhi, H., & Kay, C. (2010b). Surveying the agrarian question (part 2): current debates and beyond. *The Journal of Peasant Studies*, 37(3), 255–284.
- Allen, R. C. (1992). *Enclosure and the yeoman: The agricultural development of the South Midlands, 1450–1850*. Oxford: Clarendon Press.
- Allen, R. C. (2001). The great divergence in European wages and prices from the Middle Ages to the First World War. *Explorations in Economic History*, 38(4), 411–447.
- Allen, R. C. (2003). Progress and poverty in early modern Europe. *Economic History Review*, 61(3), 403–443.

Allen, R. C. (2009). *The British Industrial Revolution in global perspective*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.

Allen, R. C. (2011). *Global economic history: A very short introduction*. Oxford: Oxford University Press.

Allen, R. C., Bengtsson, T., & Dribe, M. (Eds.) (2005). *Living standards in the past: New perspectives on well-being in Asia and Europe*. Oxford: Oxford University Press.

Altieri, M. (2002). Agroecology: The science of natural resource management for poor farmers in marginal environments. *Agriculture, Ecosystems & Environment*, 93(1–3), 1–24.

Álvarez-Nogal, C., Prados De La Escosura, L., & Santiago-Caballero, C. (2016). Spanish agriculture in the Little Divergence. *European Review of Economic History*, 20(4), 452–477.

Archduke Ludwig Salvator Von Habsburg-Lorraine (1897). *Die Balearen in Wort und Bild geschildert*. Würzburg und Leipzig: L. Woerl Retrieved March 4, 2017 from [https://archive.org/details/bub\\_gb\\_McoCAAAAYAAJ](https://archive.org/details/bub_gb_McoCAAAAYAAJ).

Aston, T. H., & Philpin, C. H. E. (Eds.) (1985). *The Brenner debate: Agrarian class structure and economic development in pre- industrial Europe*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.

Atkinson, A. B., Piketty, T., & Saez, E. (2011). Top incomes in the long run of history. *Journal of Economic Literature*, 49(1), 3–71.

Badia-Miró, M., & Tello, E. (2014). Vine-growing in Catalonia: The main agricultural change underlying the earliest industrial- ization in Mediterranean Europe (1720–1939). *European Review of Economic History*, 18(2), 203–226.

Banco de Crédito Balear (1973). *Banco de Crédito Balear: 1872–1972*. Palma: Banco de Crédito Balear.

Barceló, G. (1997). Béns comunals i conflictes antisenyorials: Les comunes de Muro i Santa Margalida (segles XVI–XVIII). *Bolletí de la Societat Arqueològica Lul·lilana*, 53, 97–116.

Barceló, M. (Ed.) (1998). *The design of irrigation systems in al-Andalus*. Bellaterra: Universitat Autònoma de Barcelona.

Barriendos, M., & Llasat, M. C. (2003). The case of the “Maldà” anomaly in the western Mediterranean basin ( AD 1760–1800): An example of a strong climatic variability. *Climatic Change*, 61(1), 191–216.

Bartlett, R. (1993). *The making of Europe: Conquest, colonization and cultural change, 950–1350*. London: Penguin.

Bernal, A. M. (1988). *Economía e historia de los latifundios*. Madrid: Espasa-Calpe.

Bernat, M. (2005). Dones i revolta: La presència femenina a les Germanies (Mallorca 1521–1523). *Bolletí de la Societat Arqueològica Lul·liana*, 61, 71–94.

Bernstein, H. (2010). *Class dynamics of agrarian change*. Halifax, NS: Fernwood/Sterling VA: Kumarian Press.

Bevilacqua, P. (Ed.) (1990). *Storia dell'agricoltura italiana in età contemporanea*. Venezia: Marsilio.

Bhaduri, A., & Skarstein, R. (1997). *Economic development and agricultural productivity*. Cheltenham: Edward Elgar.

Bibiloni, A. (1995). *El comerç exterior de Mallorca: Homes, mercats i productes d'intercanvi (1650–1720)*. Palma: El Tall.

Binimelis, J. (2014). 1593. Institut Cartogràfic de Catalunya: *Descripció particular de l'illa de Mallorca e viles*. Barcelona.

Binimelis, J., & Ordines, A. (2008). *La pagesia illenca als albirs del segle XXI: Agricultura i postproductivisme a les Illes Balears*. Pollença: El Gall.

Bisson, J. (1977). *L'homme et la terre aux îles Baléares*. Edisud: Aix-en-Provence.

Blickle, P. (Ed.) (1997). *Resistance, representation, and community: The origins of the modern state in Europe, 13th to 18th centuries*. Oxford: Oxford University Press.

Bloch, M. (1970). *French rural history: An essay on its basic characteristics*. London: Routledge.

Bois, G. (1978). Against the neo-Malthusian orthodoxy. *Past & Present*, 79, 60–69.

Bois, G. (1984). *The crisis of feudalism*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.

Borrás, S. M. Jr. (Ed.) (2010). *Critical perspectives in rural development studies*. New York: Routledge.

Brenner, R. (1976). Agrarian class structure and economic development in pre-industrial Europe. *Past & Present*, 70, 30–75.

Brenner, R. (2006). *The economics of global turbulence*. London: Verso.

Brunet, P. (1991). Aproximació a l'estudi de la propietat comunal a l'illa de Mallorca. *Estudis Baleàrics*, 40, 90–112.

Bryceson, D., Kay, C., & Mooij, J. (Eds.) (2000). *Disappearing peasantries? Rural labour in Africa, Asia and Latin America*. London: Practical Action.

Buswell, R. J. (2013). *Mallorca: The making of the landscape*. Edinburgh: Dunedin.

Byres, T. J. (1996). *Capitalism from above and capitalism from below: Essays in comparative political economy*. London: Palgrave Macmillan.

Byres, T. J. (2009). The landlord class, peasant differentiation, class struggle and the transition to capitalism: England, France and Prussia compared. *The Journal of Peasant Studies*, 36(1), 33–54.

Cateura, P. (2003). *Sociedad y sistema fiscal del Reino de Mallorca (1360–1400)*. Palma: El Tall.

Cateura, P. (Ed.) (2006). *Comprar, vendre i pagar al rei: Els impostos indirectes al Regne de Mallorca, s. XIV–XV*. Palma: El Tall.

Cateura, P. (Ed.) (2009). *El crèdit i el sistema financer del Regne de Mallorca (segles XIV–XV)*. Palma: Universitat de les Illes Balears.

Cazzola, F. (2014). *Contadini e agricoltura in Europa nella prima età moderna (1450–1650)*. Bologna: CLUEB.

Cela-Conde, C. J. (1979). *Capitalismo y campesinado en la isla de Mallorca*. Madrid: Siglo XXI.

Chayanov, A. V. (1966). *The theory of peasant economy*. Manchester: Manchester University Press.

Cirer, J. C. (2009). *La invenció del turisme de masses a Mallorca*. Palma: Documenta Balear.

Clark, G. (2002). *Land rental values and the agrarian economy: England and Wales, 1500–*

1914. *European Review of Economic History*, 6(3), 281–308.

Comín, F., & Yun, B. (2012). From composite monarchy to nation-state, 1492–1914: An exceptional case? In B. Yun, P. K. O'Brien, & F. Comín (Eds.), *The rise of fiscal states: A global history 1500–1914* (pp. 233–266). Cambridge, UK: Cambridge University Press.

Congost, R. (Ed.) (2015). *The Catalan Mas: Origins, transformations and the end of an agrarian system*. Girona: Universitat de Girona – Documenta Universitaria.

Congost, R., Jover, G., & Biagioli, G. (Eds.) (2003). *L'organització de l'espai rural a l'Europa Mediterrània: Masos, possessions, poderi*. Girona: CCG Ed.–AHR.

Cronon, W. (1991). *Nature's metropolis: Chicago and the Great West*. New York: W. W. Norton.

Curtis, D. R. (2016). *Coping with crisis: The resilience and vulnerability of pre-industrial settlements*. Abingdon. Routledge.

de Vries, J. (1974). *The Dutch rural economy in the Golden Age, 1500–1700*. New Haven, CT: Yale University Press.

de Vries, J. (2008). *The industrious revolution*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.

de Vries, J. (2009). The economic crisis of the seventeenth century after fifty years. *Journal of Interdisciplinary History*, 40(2), 151–194.

de Vries, J. (2010). The limits of globalization in the early modern world. *Economic History Review*, 63(3), 710–733.

de Vries, J. (2014). Crisis of the seventeenth century: The Little Ice Age and the mystery of the “Great Divergence”. *Journal of Interdisciplinary History*, 44(3), 369–377.

de Vries, J., & Van der Woude, A. (1997). *The first modern economy: Success, failure, and perseverance of the Dutch economy, 1500–1815*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.

Decker, M. (2009). Plants and progress: Rethinking the Islamic agricultural revolution. *Journal of World History*, 20(2), 187–206.

Deyá, M. (1997). *La manufactura de la lana en la Mallorca del siglo XV*. Palma: El Tall.

Deyá, M. (1998). *La manufactura en Mallorca durante los siglos XVI y XVI*. Palma: El Tall.

- Duplessis, R. S. (1997). *Transitions to capitalism in early modern Europe*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.
- Duran, E. (1982a). *Les Germanies als Països Catalans*. Barcelona: Curial.
- Duran, E. (1982b). Aspectes ideològics de les Germanies. *Pedralbes. Revista d'Història Moderna*, 2, 53–67.
- Elliott, J. H. (1963). *The revolt of the Catalans: A study in the decline of Spain (1598–1640)*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.
- Ellis, F. (1988). *Peasant economics*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.
- Ellis, F. (2000). *Rural livelihoods and diversity in developing countries*. Oxford: Oxford University Press.
- Epstein, S. R. (Ed.) (2001). *Town and country in Europe, 1300–1800*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.
- Epstein, S. R. (2007). Rodney Hilton, Marxism and the transition from feudalism to capitalism. *Past & Present*, 195(suppl. 2), 248–269.
- Estrany, J., Garcia, C., & Batalla, R. J. (2010). Hydrological response of a small Mediterranean agricultural catchment. *Journal of Hydrology*, 380(1–2), 180–190.
- Farina, A. (2000). The cultural landscape as a model for the integration of ecology and economics. *Bioscience*, 50(4), 313–320.
- Feliu, G. (2010). *La llarga nit feudal*. Valencia: Publicacions de la Universitat de València.
- Feo, F. (1998). Propiedad rústica en Baleares según el Registro de la Propiedad Expropiable (1933). *Papeles de Geografía*, 27, 41–59.
- Ferrer, P. (2000). *Joan March: Els inicis d'un imperi financer*. Palma: Edicions Cort.
- Ferrer, X. (2015). "Freds, ocells, volcans, i capellans": Crònica dels ocells menorquins a la primera meitat del XIX. In *Llibre Verd de Protecció d'Espècies a les Balears* (Monografies de la Societat d'Història Natural de les Balears, 20 (pp. 589–596). Palma.
- Fischer-Kowalski, M., & Haberl, H. (2007). *Socioecological transitions and global change: Trajectories of social metabolism and land use*. Cheltenham: Edward Elgar.



Foster, J. B., & Holleman, H. (2014). The theory of unequal ecological exchange: A Marx–Odum dialectic. *The Journal of Peasant Studies*, 41(2), 199–233.

Foster, J. B., & McChesney, R. W. (2012). *The endless crisis: How monopoly-finance capital produces stagnation and upheaval from the USA to China*. New York: Monthly Review Press.

Freedman, P. (1991). *The origins of peasant servitude in medieval Catalonia*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.

Freedman, P. (1993). The German and Catalan peasant revolts. *The American Historical Review*, 98(1), 39–54.

Furió, A., & García-Oliver, F. (2010). Household, peasant holding and labour relations in a Mediterranean rural society: The Valencian country in the Late Middle Ages. In E. Landsteiner, & E. Langthaler (Eds.), *Agrosystems and labour relations in European rural societies (Middle Ages – twentieth century)* (pp. 31–56). Turnhout: Brepols.

Fusaro, M. (2010). After Braudel: A reassessment of Mediterranean history between the Northern Invasion and the Caravane Maritime. In M. Fusaro, C. Heywood, & M. Salah-Omri (Eds.), *Trade and cultural exchange in the early modern Mediterranean* (pp. 2–42). London: Tauris Academic Studies.

Galbraith, J. K. (2012). *Inequality and instability: A study of the world economy just before the Great Crisis*. Oxford: Oxford University Press.

Galbraith, J. K. (2016). *Inequality: What everyone needs to know*. Oxford: Oxford University Press.

Garrabou, R., Planas, J., & Saguer, E. (2001). Sharecropping and the management of large rural estates in Catalonia, 1850–1950. *The Journal of Peasant Studies*, 28(3), 89–108.

Garrabou, R., Planas, J., & Saguer, E. (2012). The management of agricultural estates in Catalonia in the nineteenth and early 20th century. *Agricultural History Review*, 60, 173–190.

Garrabou, R., Tello, E., & Cussó, X. (2010). Ecological and socio-economic functioning of the Mediterranean agrarian systems in the middle of the nineteenth century: A Catalan case study (the Vallès county, 1850–1870). In E. Landsteiner, & E. Langthaler (Eds.), *Agrosystems and labour relations in European Rural Societies (Middle Ages – twentieth century)* (pp. 119–154). Turnhout: Brepols.

Garrabou, R., Tello, E., Cussó, X., & Badia-Miró, M. (2009). Explaining agrarian specialization in

an advanced organic economy: Cereal production, consumption and trade in the province of Barcelona (Spain) in the mid-19th century. In V. Pinilla (Ed.), *Markets and agricultural change in Europe from the 13th to the 20th century* (pp. 137–172). Turnhout: Brepols.

Georgescu-Roegen, N. (1976). The institutional aspects of peasant communities: An analytical view. In N. Georgescu-Roegen (Ed.), *Energy and economic myths* (pp. 199–234). New York: Pergamon.

Georgescu-Roegen, N. (1977). Inequality, limits and growth from a bioeconomic viewpoint. *Review of Social Economy*, 35(3), 361–375.

Ginard, A., & Ramis, A. (Eds.) (2015). *Montserrat Fontanet (Vol. 1747) Art de Conró: Mallorca*. El Gall: Pollença.

Ginard, X., & Murray, I. (2015). El metabolismo socioeconómico de las Islas Baleares, 1996–2010. In O. Carpintero (Ed.), *El metabolismo económico regional español* (pp. 307–383). Madrid: FUHEM Ecosocial.

Ginard-Bosch, F. J., & Ramos-Martín, J. (2016). Energy metabolism of the Balearic Islands (1986–2012). *Ecological Economics*, 124, 25–35.

Ginés, A. (1999). Agriculture, grazing and land changes at the Serra de Tramuntana karstic mountains. *International Journal of Speleology*, 28(1), 5–14.

Glick, T. F. (1995). *From Muslim fortress to Christian castle: Social and cultural change in medieval Spain*. Manchester: Manchester University Press.

Glick, T. F. (1996). *Irrigation and hydraulic technology: Medieval Spain and its legacy*. Aldershot: Variorum.

González de Molina, M. (Ed.) (2002). *La historia de Andalucía a debate, vol. II. Diputación de Granada/Anthropos: Granada*.

González de Molina, M., & Toledo, V. M. (2014). *The social metabolism: A socio-ecological theory of historical change*. New York: Springer.

Grau, E., & Tello, E. (1985). Anàlisi de la producció agrària mallorquina en els seus dos aspectes fonamentals: L'oli i els cereals. *Randa*, 18, 45–91.

Griffin, K., Khan, A. R., & Ickowitz, A. (2002). Poverty and distribution of land. *Journal of Agrarian Change*, 2(3), 279–330.

Griffin, K., Khan, A. R., & Ickowitz, A. (2004). In defence of neo-classical neo-populism. *Journal of Agrarian Change*, 4(3), 361–386.

Grigg, D. B. (1989). *English agriculture: An historical perspective*. Oxford: Blackwell.

Grimalt, M., & FODESMA (1998). L'home com a factor geomorfològic a Mallorca: L'enginyeria popular amb finalitat antierosiva. In J. J. Fornós (Ed.), *Aspectes geològics de les Balears (Mallorca, Menorca i Cabrera)* (pp. 423–434). Palma: Universitat de les Illes Balears.

Guichard, P. (2010). *Al-Andalus: 711–1492*. Paris: Fayard.

Guzmán, G. I., & González de Molina, M. (2009). Preindustrial agriculture versus organic agriculture: The land cost of sustainability. *Land Use Policy*, 26(2), 502–510.

Haberl, H., Fischer-Kowalski, M., Krausmann, F., & Winiwarter, V. (Eds.) (2016). *Social ecology: Society–nature relations across time and space*. New York: Springer.

Harvey, D. (2010). *The enigma of capital: And the crises of capitalism*. London: Profile Books.

Heers, J. (1981). *Esclaves et domestiques au Moyen Âge dans le monde méditerranéen*. Paris: Fayard.

Hilton, R. H. (1990). *Class conflict and the crisis of feudalism* (rev. ed.). London: Verso.

Hirschman, A. O. (1970). *Exit, voice, and loyalty*. Cambridge, MA: Harvard University Press.

Hirschman, A. O. (2001). *Crossing boundaries*. New York: Zone Books.

Hornborg, A. (2003). The unequal exchange of time and space: Toward a non-normative ecological theory of exploitation. *Journal of Ecological Anthropology*, 7, 4–10.

Hornborg, A., McNeill, J. R., & Martínez Alier, J. (2007). *Rethinking environmental history*. Lanham, MD: AltaMira Press.

IAASTD (International Assessment of Agricultural Knowledge, Science, and Technology for Development) (2009). *Agriculture at a crossroads: The global report*. Washington, DC: Island Press Retrieved March 4, 2017 from <http://www.agassessment-watch.org>.

Infante-Amate, J., Soto, D., Aguilera, E., García Ruiz, R., Guzmán, G., Cid, S., & González de Molina, M. (2015). The Spanish transition to industrial metabolism: Long-term material flow analysis (1860–2010). *Journal of Industrial Ecology*, 19(5), 866–876.

Infante-Amate, J., Villa, I., Jiménez, F., Martín, M. M., López, D. M., Cunfer, G., & González de Molina, M. (2016). The rise and fall of the cortijo system: Scattered rural settlements and the colonization of land in Spain's Mediterranean mountains since 1581. *Journal of Historical Geography*, 54, 63–75.

Jover, G. (1997). *Societat rural i desenvolupament econòmic a Mallorca: Feudalisme, latifundi i pagesia, 1500–1800* (PhD thesis). Barcelona: Publicacions de l'Universitat de Barcelona.

Jover, G. (2002). Ingresos y estrategias patrimoniales de la nobleza durante la crisis del seiscientos: Mallorca, 1600–1750. In H. Casado, & R. Robledo (Eds.), *Fortuna y negocios: La formación y gestión de los grandes patrimonios (ss. XVI–XX)* (pp. 89–120). Valladolid: Universidad de Valladolid.

Jover, G. (2011). Population, subsistence crisis and agrarian change in the island of Majorca, 1560–1650. *Histoire & Mesure*, 27, 51–74.

Jover, G. (2012). Tres notes sobre la demanda de treball assalariat a les possessions mallorquines durant el segle XVI. In A. Morey, & G. Jover (Eds.), *Les possessions mallorquines: Passat i present* (pp. 209–231). Palma: Edicions Documenta.

Jover, G. (2013a). La difusión del trabajo asalariado infantil en la agricultura mallorquina: Una aproximación a partir de los libros de cuentas de los predios oleícolas, 1700–1850. In J. C. Borrás (Ed.), *El trabajo infantil en España, 1700–1950* (pp. 27–62). Barcelona: Icaria.

Jover, G. (2013b). Il fondi di Canet, 1723–1793: Investimenti ed espansione degli oliveti ne'll isola di Maiorca. In R. Pazzagli (Ed.), *Il mondo a metà: Studi storici sul territorio e l'ambiente in onore di Giuliana Biagioli* (pp. 151–168). Pisa: Edizioni ETS.

Jover, G. (2014). Després de les Noves Plantes: Canvis i continuïtats a les terres de parla catalana. In N. Figueras, & J. Santesmases (Eds.), *Actes del IC Congrés de la CCEPC* (Cervera, 21 i 22 de febrer de 2014) (pp. 351–368). Barcelona: Cosetània Edicions.

Jover, G. (in press). Was there an agrarian crisis in the last third of the 17th century in the Mediterranean World? The island of Majorca. In G. Beaur (Ed.), *Alternative agriculture: A reassessment*. Brepols: Turnhout.

Jover, G., & Manera, M. (2009). Producción y productividad agrícola en la isla de Mallorca, 1590–1860. *Revista de Historia Económica*, 27(3), 463–498.

Jover, G., & Morey, A. (2003). Les possessions mallorquines: Una modalitat d'organització de l'espai agrari i l'explotació del treball. In R. Congost, G. Jover, & G. Biagioli (Eds.),

L'organització de l'espai rural a l'Europa Mediterrània: Masos, possessions, poderi (pp. 127–238). Girona: CCG Edicions.

Jover, G., & Pons, J. (2012). Possessions, renda de la terra i treball assalariat: L'illa de Mallorca, 1400–1660. Girona: Documenta Universitària.

Jover, G., & Pons, J. (2013). Notes sobre resistència pagesa i paisatges agraris en els dominis de Lloseta-Aiamans i l'alqueria s'Estorell, 1428–1532. *Estudis d'Història Agrària*, 25, 125–160.

Jover, G., & Soto, R. (2002). Colonización feudal y organización del territorio, Mallorca, 1230–1350. *Revista de Historia Económica*, 20(3), 437–475.

Juan-Vidal, J. (1990). La evolución demográfica en Mallorca bajo los Austrias. In V. Gonzalez-Pérez, A. Eiras-Roel, M. Livi-Bacci, J. Nadal-Oller, & J. Bernabeu-Mestre (Eds.), *Evolución demográfica bajo los Austrias: Actas del II Congreso de la Asociación de Demografía Histórica*, vol. 3 (pp. 241–248). Alicante: Universidad de Alicante.

Kay, C. (2009). Development strategies and rural development: Exploring synergies, eradicating poverty. *The Journal of Peasant Studies*, 36(1), 103–137.

Kirchner, H. (2009). Original design, tribal management and modifications in medieval hydraulic systems in the Balearic Islands (Spain). *World Archaeology*, 41(1), 151–168.

Kirchner, H., & Alshqour, R. (2011). Watermills in the Balearic Islands during the Muslim period. In J. Klápšte, & P. Sommer (Eds.), *Food in the medieval rural environment* (pp. 45–55). Turnhout: Brepols.

Koning, N. (1994). The failure of agrarian capitalism: Agrarian politics in the UK, Germany, the Netherlands and the USA, 1846–1919. London: Routledge.

Kriedte, P. (1983). Peasants, landlords, and merchant capitalists: Europe and the world economy, 1500–1800. Cambridge, UK: Cambridge University Press.

Llopis, E. (2004). *El legado económico del Antiguo Régimen en España*. Barcelona: Crítica.

Llopis, E. (2010). La crisis económica en la España del siglo XVII: La decadencia de Castilla. In A. Furió (Ed.), *Las crisis a lo largo de la historia* (pp. 47–96). Madrid: Publicaciones del Secretariado de Publicaciones e Intercambio Científico.

López-Bonet, J. F. (1989). La revolta de 1391: Efectivament, crisi social. In XIII Congreso de

Historia de la Corona de Aragón, vol. II (pp. 111–123). Palma: Institut d'Estudis Baleàrics.

López-Bonet, J. F. (1990). La Riquesa de Mallorca al segle XIV (evolució i tendències econòmiques). Palma: Consell Insular de Mallorca.

López-Bonet, J. F. (2008). Para una historia fiscal de la Mallorca cristiana (siglos XIII–XIV). *Anuario de Estudios Medievales*, 38(1), 101–184.

Maixé, J. C. (2001). Las Cajas de Ahorro y el desarrollo económico balear. *Estudis d'Història Econòmica*, 17–18, 103–139.

Maíz-Chacón, J. (2010). Los judíos de Baleares en la Baja Edad Media: Economía y política. La Coruña: UNED.

Manera, C. (1988). Comerç i capital mercantil a Mallorca, 1720–1800. Palma: Consell Insular de Mallorca.

Manera, C. (1990). Resistir i créixer: Canvi econòmic i classes socials a la Mallorca del segle XVIII. *Randa*, 26, 7–83.

Manera, C. (2001a). Història del creixement econòmic a Mallorca (1700–2000). Palma: Lleonard Muntaner.

Manera, C. (Ed.) (2001b). Història ecològica a les Balears: Estudis sobre la energia, economia i medi ambient. Palma: Lleonard Muntaner.

Manera, C. (2005). Las cajas de ahorro y el crecimiento económico en Baleares, 1880–2000. *Papeles de Economía Española*, 105(106), 169–187.

Martínez Alier, J. (2011). The EROI of agriculture and its use by the Vía Campesina. *The Journal of Peasant Studies*, 38(1), 145–160.

Marull, J., Font, C., Tello, E., Fullana, N., Domene, E., Pons, M., & Galán, E. (2016). Towards an energy–landscape integrated analysis? Exploring the links between socio-metabolic disturbance and landscape ecology performance (Mallorca, Spain, 1956–2011). *Landscape Ecology*, 31(2), 317–336.

Marull, J., Tello, E., Fullana, N., Murray, I., Jover, G., Font, C., ... Decolli, T. (2015). Long-term bio-cultural heritage: Exploring the intermediate disturbance hypothesis in agro-ecological landscapes (Mallorca, c. 1850–2012). *Biodiversity and Conservation*, 24(13), 3217–3251.

Mas, A. (2008). Endeutament pagès i alienaïcò de la terra a Mallorca durant la segona meitat del segle XV. *Bolletí de la Societat Arqueològica Lul·liana*, 64, 89–114.

Mas, A. (2012). La incidencia del mercado de esclavos en la estructura productiva de Mallorca (1300–1450). In F. P. Guillén, & S. Trabelsi (Eds.), *Les esclavages en Méditerranée: Espaces et dynamiques économiques* (pp. 77–100). Madrid: Casa de Velázquez.

Mas, A. (2013). La Germania de Mallorca narrada per un contemporani. *Bolletí de la Societat Arqueològica Lul·liana*, 69, 311–319.

Mas, A., & Soto, R. (2015). Feudal colonisation and socio-ecological transition in Mayûrqa (Muslim Majorca) in the thirteenth century. *Continuity and Change*, 30(3), 341–366.

McMichael, P. (2008). Peasants make their own history, but not just as they please .... *Journal of Agrarian Change*, 8(2–3), 205–228.

McMichael, P. (2009). A food regime genealogy. *The Journal of Peasant Studies*, 36(1), 139–169.

Milanovic, B. (2011). A short history of global inequality: The past two centuries. *Explorations in Economic History*, 48(4), 494–506.

Mirowski, P. (2013). *Never let a serious crisis go to waste: How neoliberalism survived the financial meltdown*. London: Verso.

Molina, R. (2003). *Treball intensiu, treballadors polivalents (Treball, salaris i cost de la vida: Mallorca 1860–1936)*. Palma: Conselleria d'Economia, Comerç i Indústria.

Moll, I. (1997). Modelo de población y política demográfica: La Sociedad Económica Mallorquina de Amigos del País, 1779–1808. *Boletín de la Asociación de Demografía Histórica*, 15(1), 125–163.

Moll, I., & Suau, J. (1979). Senyors i pagesos a Mallorca (1718–1860/70). *Estudis d'Història Agrària*, 2, 95–191.

Moll, I., & Suau, J. (1986). Canvis i permanència de les institucions senyorials a Mallorca durant el segle XIX. In *Terra, treball i propietat: Classes agràries i règim senyorial als Països Catalans* (pp. 66–106). Barcelona: Crítica.

Moll, I., Salas, P., Pujades, J. M., & Canaleta, E. (2014). *La lluita per la vida: Administració, medicina i reforma sanitària (Mallorca 1820–1923)*. Pollença: El Gall.

Monlau, J. (1877). Tratado de olivicultura, o del cultivo del olivo y de la obtención del aceite, escrito con aplicación al clima de España y más especialmente al de las Islas Baleares. Palma: Establecimiento Tipográfico de Pedro J. Gelabert.

Montaner, P. (1986). Les cavalleries mallorquines (segles XIII–XVIII). In N. Sales, P. Montaner, I. Moll, & R. Garrabou (Eds.), *Terra, treball i propietat: Classes agràries i règim senyorial als Països Catalans* (pp. 42–65). Barcelona: Crítica.

Montaner, P., & Morey, A. (1989). Notas para el estudio de la mano mayor mallorquina durante los siglos XVI y XVII. *Estudis Baleàrics*, 34, 71–90.

Moore, B. Jr. (1967). *Social origins of dictatorship and democracy: Lord and peasant in the modern world*. Harmondsworth: Penguin.

Moore, J. W. (2011). Transcending the metabolic rift: A theory of crises in the capitalist world-ecology. *The Journal of Peasant Studies*, 38(1), 1–46.

Moore, J. W. (2015). *Capitalism in the web of life*. London: Verso.

Morey, A. (1999). Noblesa i desvinculació a Mallorca als segles XVIII i XIX: Les repercussions de la legislació desvinculadora sobre els patrimonis nobiliaris. Palma: Universitat de les Illes Balears.

Morey, A. (2006). Continuitat i canvis en les formes d'explotació i ús de la Gran Albufera de Mallorca (segles XVI–XX). In R. Molina (Ed.), *S'Albufera de Mallorca: Aspectes geogràfics, històrics i socioeconòmics* (pp. 37–64). Palma: Conselleria de Medi Ambient.

Morey, A. (2008). Fiscalidad liberal, cambios en la distribución de la carga contributiva y transformación del modelo agrario: Mallorca (1845–1900). In R. Vallejo, & A. Furió (Eds.), *Los tributos de la tierra: Fiscalidad y agricultura en España (siglos XII– XX)* (pp. 517–540). Valencia: Publicacions de la Universitat de València.

Morey, A., & Molina de Dios, R. (2016). El retroceso del olivar en las Baleares: Un itinerario a contracorriente de la evolución española (1800–1960). *Historia Agraria*, 68, 71–101.

Morey, A., Llabrés, J., & Pascual, A. (2010). Les tècniques per a l'aprofitament de l'aigua a les possessions mallorquines (segles XVIII–XIX). *Estudis d'Història Agrària*, 23, 117–136.

Morro, G. (1995). *Mallorca a mitjan segle XV: El Sindicat i l'Alçament Forà*. Palma: Documenta Balear.



Muendel, J. (1995). Friction and lubrication in medieval Europe: The emergence of olive oil as a superior agent. *Isis*, 86, 373–393.

Munney, K. (2016). Enchained in Paradise: Slave identities on the island of Majorca, ca.1360–1390. In J. Watkins, & K. L. Reyerson (Eds.), *Mediterranean identities in the premodern era: entrepôts, islands, empires* (pp. 121–138). New York: Routledge.

Netting, R. M. C. (1993). *Smallholders, householders: Farm families and the ecology of intensive, sustainable agriculture*. Stanford, CA: Stanford University Press.

Neundlinger, M., Gingrich, S., Güldner, D., Krausmann, F., & Tello, E. (2017). Land, food and labour in pre-industrial agro- ecosystems—A socio-ecological perspective on early 19th century seigneurial systems. *Historia Agraria*, 71, 37–78.

O'Rourke, K. H., & Williamson, J. G. (1999). *Globalization and history: The evolution of a nineteenth-century Atlantic economy*. Cambridge, MA: The MIT Press.

Odum, H. T. (2007). *Environment, power and society for the twenty-first century*. New York: Columbia University Press.

Offer, A. (1991). Farm tenure and land values in England, c. 1750–1950. *The Economic History Review*, 44(1), 1–20.

Oto-Peralías, D., & Romero-Ávila, D. (2016). The economic consequences of the Spanish Reconquest: The long-term effects of medieval conquest and colonization. *Journal of Economic Growth*, 21(4), 409–464.

Pamuk, S. (2007). The Black Death and the origins of the “Great Divergence” across Europe, 1300–1600. *European Review of Economic History*, 11(3), 289–317.

Parker, G. (2013). *Global crisis: War, climate change and catastrophe in the seventeenth century*. New Haven, CT: Yale University Press.

Pastor-Oliver, M. (2001). Rogatives i anyades: Crisis de subsistència en els segles XVII–XVIII. In *Historia de Sant Joan* (pp. 125–142). Palma: Ajuntament de Sant Joan.

Persson, K. G. (1999). *Grain markets in Europe, 1500–1900: Integration and deregulation*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.

Petrusewicz, M. (1989). *Latifondo: Economia morale e vita materiale in una periferia dell'Ottocento*. Venezia: Marislio.

Piketty, T. (2014). *Capital in the twenty-first century*. Cambridge, MA: Harvard University Press.

Planas, J. (2016). The emergence of winemaking cooperatives in Catalonia. *Business History*, 58(2), 264–282.

Polanyi, K. (1977). *The livelihood of man*. New York: Academic Press.

Polanyi, K. (2001). *The great transformation*. Boston, MA: Beacon Press.

Portella, J. (1993). *El Negoci feudal de Mallorca segles XIII–XV: Drets i rendes de les senyories laiques i eclesiàstiques* (PhD thesis). Barcelona: Publicacions de la Universitat Autònoma de Barcelona.

Portella, J. (1998). *Cómo se exporta el feudalismo: El caso de Mallorca*. In M. Barceló, & P. Toubert (Eds.), *L'Incastellamento* (pp. 85–98). Roma: École Française de Rome.

Quadrado, J. M. (1986 [1895]). *Forenses y ciudadanos: Historia de las disensiones civiles en Mallorca en el siglo XV*. Palma: Font Editor.

Ramon-Muñoz, R. (2000). Specialization in the international market for olive oil before World War II. In S. Pamuk, & J. G. Williamson (Eds.), *The Mediterranean response to globalization before 1950* (pp. 159–198). London: Routledge.

Ramon-Muñoz, R. (2013). Modernizing the Mediterranean olive-oil industry, 1850s–1930s. In D. J. Oddy, & A. Drouard (Eds.), *The food industries of Europe in the nineteenth and twentieth centuries* (pp. 71–88). Farnham: Ashgate.

Riera, A. (1986). *La corona de Aragón y el Reino de Mallorca en el primer cuarto del siglo XIV*. Madrid: CSIC.

Ringrose, D. R. (1983). *Madrid and the Spanish economy, 1560–1850*. Berkeley, CA: University of California Press.

Roca, J. (1992). Modernització agrícola i desenvolupament industrial: El cas de Mallorca (1850–1950). *Estudis Baleàrics*, 43, 109–118.

Romero, J. R. (1989). Señorío y propiedad en Mallorca en el tránsito de los siglos XVIII al XIX. In *Estructuras agrarias y reformismo ilustrado en la España del siglo XVIII* (pp. 349–381). Madrid: Ministerio de Agricultura, Alimentación y Medio Ambiente.

- Rosselló-Verger, V. M. (1959a). La huerta de Levante en Palma de Mallorca. *Estudios Geográficos*, 77, 533–557.
- Rosselló-Verger, V. M. (1959b). El Prat de Sant Jordi y su desecación. *Boletín Oficial de la Cámara de Comercio, Industria y Navegación de Palma de Mallorca*, 77, 523–578.
- Rosselló-Verger, V. M. (1964). Mallorca: El sur y el sureste. Palma: Cámara Oficial de Comercio, Industria y Navegación.
- Rosselló-Verger, V. M. (1982). Canvis de propietat i parcel·lacions al camp mallorquí entre els segles XIX i XX. *Randa*, 12, 19–60.
- Rosselló-Verger, V. M. (2012). La possessió, articuladora de l'espai rural: Imatge i realitat d'un sistema d'explotació esvaït. In A. Morey, & G. Jover (Eds.), *Les possessions mallorquines: Passat i present* (pp. 19–46). Palma: Edicions Documenta.
- Rullan, O. (2002). *La construcció territorial de Mallorca*. Palma: Editorial Moll.
- Sánchez-León, P. (1998). Absolutismo y comunidad: Los orígenes sociales de la guerra de los comuneros de Castilla. Madrid: Siglo XXI.
- Sánchez-León, P. (2001). Town and country in Castile, 1400–1650. In S. R. Epstein (Ed.), *Town and country in Europe, 1300–1800* (pp. 272–291). Cambridge, UK: Cambridge University Press.
- Satorras, F. (1878). Informe sobre el estado de la agricultura en la provincia de Baleares. Palma: Establecimiento Tipográfico de Pedro J. Gelabert.
- Scheidel, A., & Krausmann, F. (2011). Diet, trade and land use: A socio-ecological analysis of the transformation of the olive oil system. *Land Use Policy*, 28(1), 47–56.
- Schneider, M., & McMichel, P. (2010). Deepening, and repairing, the metabolic rift. *The Journal of Peasant Studies*, 37(3), 461–484.
- Scott, J. (1976). *The moral economy of the peasant*. New Haven, CT: Yale University Press.
- Scott, J. (1998). Seeing like a state: How certain schemes to improve the human condition have failed. New Haven, CT: Yale University Press.
- Sebastián-Amarilla, J. A. (2013). El largo siglo XVII: Crisis en España, depresión en Castilla. In E. Llopis, & J. Maluquer de Motes (Eds.), *España en crisis: Las grandes depresiones*

económicas 1348–2012 (pp. 59–96). Barcelona: Pasado y Presente.

Seguí-Beltrán, A. (2016). Contra la diabólica desmandada: La reducción militar de la Germanía mallorquina. In M. García- Fernández (Ed.), *Familia, cultura material y formas de poder en la España moderna* (pp. 797–805). Madrid: Fundación Española de Historia Moderna.

Segura, A., & Suau, J. (1984). Estudi de demografia mallorquina: L'evolució de la població. *Randa*, 16, 19–62.

Shanin, T. (Ed.) (1971). *Peasants and peasant societies*. Harmondsworth: Penguin.

Shanin, T. (1972). *The awkward class*. Oxford: Clarendon Press.

Shaw-Taylor, L. (2012). The rise of agrarian capitalism and the decline of family farming in England. *Economic History Review*, 65(1), 26–60.

Singh, S. J., Haberl, H., Chertow, M., Mirtl, M., & Schmid, M. (Eds.) (2013). *Long term socio-ecological research studies in society– nature interactions across spatial and temporal scales*. New York: Springer.

Soto, D., Infante-Amate, J., Guzmán, G. I., Cid, A., Aguilera, E., García, R., & González de Molina, M. (2016). The social metabolism of biomass in Spain, 1900–2008: From food to feed-oriented changes in the agro-ecosystems. *Ecological Economics*, 128, 130–138.

Soto, R. (1998). Una oferta sin demanda?: La esclavitud rural en Mallorca antes de la peste negra. *Historia Agraria*, 21, 11–31.

Soto, R. (1999). Colonització i diferenciació pagesa a la Mallorca del segle XIII. In Doctor Jordi Nadal. *La industrialització i el desenvolupament econòmic d'Espanya*, vol. I (pp. 375–401). Barcelona: Universitat de Barcelona.

Soto, R., & Jover, G. (2003). De la agricultura andalusí a la feudal: ¿una ruptura agroecológica? (Mallorca, 1230–1350). In A. Sabio, & I. Iriarte (Eds.), *La construcción histórica del paisaje agrario en España y Cuba* (pp. 25–52). Madrid: La Catarata.

Stiglitz, J. (2012). *The price of inequality: How today's divided society endangers our future*. New York: W. W. Norton.

Suau, J. (1991). *El món rural mallorquí, segles XVIII–XIX*. Universitat de Barcelona (unpublished PhD thesis).

Sweezy, P., Dobb, M., Takahashi, K., Hobsbawm, E., Hill, C., Merrington, J., ... Hilton, R. (1976). *The transition from feudalism to capitalism*. London: Verso.

Tello, E. (1983). La producció cerealícola a les petites explotacions pageses des Pla de Mallorca (1850–51). *Estudis d'Història Agrària*, 4, 167–194.

Tello, E., & Badia-Miró, M. (2011). Land-use profiles of agrarian income and land ownership inequality in the province of Barcelona in mid-nineteenth century (Working Paper DT-SEHA 11-01). Retrieved November 14, 2017 from <http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.1026.4326&rep=rep1&type=pdf>

Tello, E., Garrabou, R., Cussó, X., Olarieta, J. R., & Galán, E. (2012). Fertilizing methods and nutrient balance at the end of traditional organic agriculture in the Mediterranean bioregion: Catalonia (Spain) in the 1860s. *Human Ecology*, 40(3), 369–383.

Tello, E., Martínez, J. L., Jover-Avellà, G., Olarieta, J. R., García-Ruiz, R., González de Molina, M., ... Koepke, N. (2017). The onset of the English agricultural revolution: Climate factors and soil nutrients. *Journal of Interdisciplinary History*, 47(4), 445–474.

Thirsk, J. (1992). *Alternative agriculture: A history from the Black Death to the present day*. Oxford: Oxford University Press.

Torras, J. (1983). Lluita de classes i desenvolupament del capitalisme (Nota sobre “Agrarian class structure and economic development in pre-industrial Europe” de Robert Brenner). In *Ier Colloqui d'història agrària* (pp. 155–164). Valencia: Institució Alfons el Magnànim.

Valdeón, J. (2000). *El chivo expiatorio. Judíos, revueltas y vida cotidiana en la Edad Media*. Valladolid: Ámbito.

Van Bavel, B. J. P., & Hoyle, R. (Eds.) (2010). *Rural economy and society in north-western Europe, 500–2000*. Turnhout: Brepols.

Van der Ploeg, J. D. (2008). *The new peasantries: Struggles for autonomy and sustainability in an era of empire and globalization*. London: Earthscan.

Van der Ploeg, J. D. (2013). *Peasants and the art of farming*. Halifax, NS: Fernwood.

Van Zanden, J. L. (1991). The first green revolution: The growth of production and productivity in European agriculture, 1870–1914. *Economic History Review*, 44(2), 215–239.

Vanhaute, E. (2008). *The end of peasantries? Rethinking the role of peasantries in a world-*

historical view. *Review*, 31(1), 39–59.

Vicens, J. (1978). *Historia de los remensas (en el siglo XV)*. Barcelona: Vicens-Vives.

Vilar, P. (1963). *La Catalogne dans l’Espagne moderne*. Paris: SEVPEN.

Villalonga, J. (2012). Les reformes del patrimoni del marquès de Solleric a les possessions d’Alaró. In A. Morey, & G. Jover (Eds.), *Les possessions mallorquines: Passat i present* (pp. 283–298). Palma: Edicions Documenta.

Wagner, S., & Zorita, E. (2005). The influence of volcanic, solar and CO<sub>2</sub> forcing on the temperatures in the Dalton Minimum (1790–1830): A model study. *Climate Dynamics*, 25(2), 205–218.

Wallerstein, I. (2011). *The modern world system II; Mercantilism and the consolidation of the European world-economy 1600–1750*. Berkeley, CA: University of California Press.

Watson, A. M. (1997). *Agricultural innovation in the early Islamic world*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.

Wolf, E. R. (1966). *Peasants*. Englewood Cliffs, NJ: Prentice Hall.

Wolf, E. R. (1982). *Europe and the people without history*. Berkeley, CA: University of California Press.

Yun, B. (1998). From political and social management to economic management? Castilian aristocracy and economic development, 1450–1800. In C. E. Núñez (Ed.), *Aristocracy, patrimonial management strategies and economic development, 1450–1800* (pp. 55–68). Sevilla: Universidad de Sevilla.

Yun, B. (2004). *Marte contra Minerva. El precio del Imperio español. ca. 1450–1600*. Barcelona: Crítica. How to cite this article: Tello E, Jover G, Murray I, Fullana O, Soto R. From feudal colonization to agrarian capitalism in Mallorca: Peasant endurance under the rise and fall of large estates (1229–1900). *J Agrar Change*. 2018;18:483–516. <https://doi.org/10.1111/joac.12253>